Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Jeudi 27 novembre 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°774 ■

Chronique Eco

Pénurie d'eau et stress hydrique : boire du Gaz serait une solution

P 16

ALGÉRIE-EGYPTE

Signature de plusieurs accords de coopération

Le Premier ministre algérien, M. Sifi Ghrieb, et son homologue égyptien, M. Moustafa Madbouli, ont présidé, hier au Caire, la cérémonie de signature de plusieurs accords, mémorandums d'entente et programmes de coopération entre l'Algérie et l'Égypte. Cette cérémonie s'est déroulée en marge de la neuvième session de la Commission supérieure mixte algéro-égyptienne, marquant ainsi une nouvelle étape dans le renforcement des liens entre les deux pays. P 3

EAUX USÉES

Épuration de 601 millions de mètres cubes par an

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a annoncé, hier à Alger, que les installations d'épuration des eaux usées dans différentes wilayas du pays traitent 601 millions de mètres cubes d'eaux usées par an, dont près d'un cinquième est réutilisé dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie. P 2

PORTÉ PAR UNE CROISSANCE SUPÉRIEURE À 22 %

L'e-paiement franchit un nouveau cap

L'écosystème du paiement électronique en Algérie affiche une dynamique de croissance remarquable. Le secteur a enregistré une progression significative de plus de 22 % au cours de l'année 2025. Cette performance, portée à la fois par l'essor du paiement en ligne et par l'intensification de l'utilisation des Terminaux de Paiement Électronique (TPE), vient valider la pertinence des orientations stratégiques des pouvoirs publics. Ces initiatives sont clairement axées sur la modernisation des transactions financières et le renforcement du soutien à l'économie nationale, confirmant l'ancrage progressif de la dématérialisation des échanges. P 5

APPROVISIONNEMENT ET RÉGULATION DU MARCHÉ

La ministre du Commerce présente la stratégie de son secteur

La Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée populaire nationale (APN) a écouté, mardi, un exposé présenté par la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, portant sur l'impact des politiques commerciales et de contrôle sur la stabilité du marché et la protection du pouvoir d'achat, indique un communiqué du ministère. P 5

TIZI-OUZOU

Coup d'envoi du Salon de l'apiculture et des petits élevages P 2

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or s'envole au-delà de 4.200 dollars l'once P 2

VALORISATION DES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Inauguration d'une entreprise de traitement des déchets industriels liquides P 3

POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le ministre tient une réunion avec les responsables d'une entreprise spécialisée dans le développement de produits numériques

Par R E.

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a tenu une réunion avec les responsables de l'entreprise qui a développé le jeu vidéo PUBG MOBILE, plusieurs produits numériques et des services OTT, indique mercredi un communiqué du ministère. Cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre de la série de rencontres tenues par le ministre avec des leaders mondiaux de l'industrie du jeu vidéo, a "abouti à un accord sur un ensemble de priorités, notamment la création d'un environnement de jeu sûr et responsable qui tient compte des spécificités de la société algérienne et le renforcement du contrôle parental concernant les activités des enfants et des mineurs sur les plateformes et dans les jeux vidéo", précise le communiqué.
Il a également été convenu d'"adapter le contenu à la culture algérienne", ajoute la même source, soulignant que l'entreprise s'est dite "disposée à créer des serveurs locaux, pour la première fois en Algérie, afin d'améliorer la qualité du service, de réduire le temps de réponse et de permettre aux gamers de payer en monnaie nationale via des cartes prépayées".
L'entreprise a aussi fait part de sa volonté de "sponsoriser les événements dédiés au jeu vidéo en prélude à de futurs partenariats visant à améliorer l'expérience de jeu des gamers et à soutenir cette industrie en Algérie", conclut la même source.

EAUX USÉES

Épuration de 601 millions de mètres cubes par an

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a annoncé, hier à Alger, que les installations d'épuration des eaux usées dans différentes wilayas du pays traitent 601 millions de mètres cubes d'eaux usées par an, dont près d'un cinquième est réutilisé dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie.

Par Sirine R.R

Le ministre Derbal, qui s'exprimait lors d'une séance d'audition devant la Commission Habitat, Équipement, Hydraulique et Aménagement du territoire de l'Assemblée populaire nationale (APN), a précisé que l'Algérie dispose de 234 systèmes d'épuration, d'une capacité théorique totale de 1,1 milliard de mètres cubes par an, 601 millions de mètres cubes étant actuellement traités chaque année. Selon le ministre, 19 % de ce volume sont utilisés dans l'agriculture et l'industrie, un taux en augmentation continue, d'autant plus que le secteur a entamé la mise en œuvre d'un nouveau programme national de réutilisation des eaux épurées dans divers domaines, « à la faveur de la dynamique et du rythme accéléré que connaît l'économie nationale ».
Ce programme comprend la réalisation de nouveaux systèmes d'épuration ainsi que la réhabilitation des systèmes actuellement exploités et leur équipement en techniques de traitement tertiaire, ce qui permet un traitement des eaux usées à un niveau élevé et une réutilisation sans restrictions dans toutes les cultures agricoles, « à même de contribuer à économiser les ressources hydriques conventionnelles et à les orienter vers l'alimentation en eau potable ». Évoquant les eaux souterraines, le ministre a souligné l'existence de 280 000 forages au niveau national, destinés à divers usages (eau potable, agriculture et industrie), susceptibles de compenser le déficit enregistré dans les eaux de surface. Cependant, « l'exploitation intensive de cette ressource sensible peut affecter sa durabilité », a-t-il mis en garde. Ainsi, le secteur s'oriente vers des projets structurants et stratégiques visant la valorisation des ressources hydriques non conventionnelles, portant principalement sur l'épuration des eaux usées et le dessalement de l'eau de mer.
À ce propos, le ministre a affirmé que les stations de dessalement réalisées ont permis de porter la part de l'eau dessalée destinée à la consommation à 33 %, contre seulement 20 % en 2024, prévoyant que ce taux devrait atteindre 42 % dans les prochains mois. Et d'ajouter que la réalisation des projets programmés dans ce domaine permettra d'atteindre 60 % à l'horizon 2030. Par ailleurs, la stratégie du secteur repose sur la réalisation de grands projets de transfert et d'interconnexion entre barrages, afin de créer un équilibre entre les régions en matière d'approvisionnement en eau, des zones les plus pourvues vers les zones les moins dotées, selon le ministre.
Dans ce sillage, il a relevé la concrétisation de plusieurs projets, dont le grand transfert In Salah-Tamanrasset sur 750 km, ainsi que les transferts de Boussir 1 et Guetrani dans la wilaya de Béchar, qui ont permis de résoudre le problème de pénurie d'eau dans cette wilaya.
Il a également cité le transfert des eaux du barrage de Beni Haroun vers six (6) wilayas de l'est du pays, notamment via les systèmes d'irrigation d'Ourkis et de Koudiet Lamdaouar.
M. Derbal a également évoqué l'enregistrement d'un important projet pour résoudre le problème du manque d'eau dans la ville de Tin Zaouatine, consistant en le transfert des eaux depuis Timiaouine, dans la wilaya de Bordj Badji Mokhtar, vers la commune de Tin Zaouatine, dans la wilaya d'In-Guezzam, sur une distance de 260 km, le lancement des travaux étant prévu pour le premier semestre de l'année 2026. Le ministre a affirmé que la loi de finances 2026 prévoit des projets majeurs dans ce domaine, notamment le projet d'interconnexion du système de dessalement de l'eau de mer de la station Cap Djinet 2 au système du transfert des eaux du barrage de Kouidat Acerdoune, ce qui renforcera l'alimentation des wilayas approvisionnées par ce barrage, à savoir Bouira, M'sila, Tizi-Ouzou et Médéa, ainsi que le projet de transfert des eaux de l'Oued El Bared vers le barrage de Tilesdit, en vue de renforcer ses réserves, au profit des habitants des wilayas de Bouira, M'sila, Bordj Bou Arreridj, outre la réalisation du projet d'interconnexion de ce système à la station de dessalement d'eau de Bejaia.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or s'envole au-delà de 4.200 dollars l'once

Le cours de l'or s'affichait en hausse mercredi, soutenu par la montée des attentes d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine dès le mois prochain. Le contrat à terme sur l'or pour livraison en février gagnait dernièrement 23,80 dollars, atteignant 4.201,10 dollars l'once. Le métal précieux franchit pour la deuxième fois les 4.200 dollars l'once, après son sommet de 4.359,40 dollars atteint le 20 octobre. Cette progression intervient alors que des indicateurs économiques décevants publiés mardi ont renforcé les anticipations d'une nouvelle baisse des taux lors de la réunion de politique monétaire du comité de la Fed, prévue les 9 et 10 décembre. L'outil CME FedWatch estime à 82,9% la probabilité d'une baisse de 25 points de base des taux d'intérêt le mois prochain, contre seulement 30,1% une semaine plus tôt.

TIZI-OUZOU

Coup d'envoi du Salon de l'apiculture et des petits élevages

Le coup d'envoi de la 2e édition du Salon national de l'apiculture et des petits élevages a été donné mercredi à Tizi-Ouzou avec la participation de 80 exposants et en présence des autorités locales.
Prennent part au Salon, 80 agriculteurs de 17 wilayas, dont 35 femmes, parmi lesquels on dénombre une trentaine (30) d'apiculteurs ainsi qu'une quarantaine (40) d'entreprises spécialisées dans le domaine de l'agriculture.
Le président de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) Sid Ali Youcef a affirmé l'engagement de l'institution élue à "accompagner et participer activement à l'organisation de ce genre de manifestation qui permettent de mettre en valeur les différentes cultures locales". Pour sa part, Leila Toumi, sous-directrice des petits élevages au ministère de l'Agriculture, a salué un "événement à encourager qui participe aux efforts déployés pour assurer la sécurité alimentaire", rappelant qu'une enveloppe financière consistante a été consacrée par l'Etat pour la préservation de ces filières.
Organisée par la Coopérative agricole polyvalente de la wilaya (CAPTO) en collaboration avec la direction locale des services agricoles (DSA) et l'Assemblée populaire de wilaya (APW), la manifestation qu'abrite la salle omnisports Saïd Tazrout, s'étalera jusqu'au 29 de ce mois de novembre.
L'objectif de la manifestation, selon les organisateurs, est de mettre en valeur l'apiculture et le petit élevage au niveau de la wilaya ainsi que de permettre les échanges entre les acteurs de la filière et les organismes et institutions d'accompagnement.
Selon des statistiques fournies par la direction locale de l'agriculture (DSA), la wilaya compte quelque 3.500 apiculteurs, 1.269 aviculteurs et 129 cuniculteurs.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ALGÉRIE-EGYPTE

Signature de plusieurs accords de coopération

Le Premier ministre algérien, M. Sifi Ghrieb, et son homologue égyptien, M. Moustafa Madbouli, ont présidé, hier au Caire, la cérémonie de signature de plusieurs accords, mémorandums d'entente et programmes de coopération entre l'Algérie et l'Égypte. Cette cérémonie s'est déroulée en marge de la neuvième session de la Commission supérieure mixte algéro-égyptienne, marquant ainsi une nouvelle étape dans le renforcement des liens entre les deux pays.

Par Reda Hadi

Parmi les accords signés, plusieurs mémorandums d'entente ont été conclus dans des secteurs clés. Un accord a été signé entre l'Organisme algérien d'accréditation et le Conseil national d'accréditation d'Égypte pour renforcer la coopération dans ce domaine. Les deux pays ont également convenu d'un partenariat stratégique dans les domaines de l'habitat, du développement urbain et de l'aménagement des villes.
Dans le secteur de la gouvernance, un mémorandum d'entente a été paraphé entre le ministère algérien des Relations avec le Parlement et son homologue égyptien des Affaires parlementaires et juridiques. Un protocole de coopération a également été signé entre la Direction générale de la fonction publique d'Algérie et l'Autorité centrale d'organisation et d'administration d'Égypte pour améliorer les pratiques administratives et la gestion de la fonction publique.
La coopération dans les domaines de l'enseignement supérieur, de l'agriculture et de la culture a également été renforcée. Un mémorandum a été signé entre l'École nationale supérieure d'agronomie d'Alger et le Centre de recherches agricoles d'Égypte, ainsi qu'un autre entre l'Université d'Adrar et l'Université Al-Azhar du Caire pour encourager les échanges académiques et la recherche commune. Dans le domaine culturel, un programme exécutif de coopération culturelle a été signé pour la période 2025-2028, visant à promouvoir les échanges culturels entre les deux pays. De plus, un mémorandum d'entente a été signé entre l'Opéra d'Alger et le Centre culturel national de l'Opéra du Caire pour développer des projets culturels conjoints. Un accord a aussi été conclu entre les Archives nationales algériennes et la Bibliothèque nationale égyptienne pour renforcer la coopération dans le domaine des archives.
La coopération dans les secteurs de la jeunesse et du sport a été consolidée avec la signature de deux programmes exécutifs couvrant les années 2026-2027, l'un dédié à la jeunesse et l'autre au sport. Dans le domaine social, un programme exécutif de coopération a été signé entre les ministères algérien et égyptien de la Solidarité nationale pour la période 2026-2028, visant à soutenir les initiatives sociales et humanitaires des deux pays.

Énergie, économie et commerce

L'un des points forts de la coopération entre l'Algérie et l'Égypte demeure le secteur de l'énergie. Un accord de coopération dans le domaine de la transition énergétique et des énergies renouvelables a été signé entre les deux ministères concernés. Un mémorandum d'entente a également été paraphé entre les ministères des Finances des deux pays pour ouvrir la voie à des échanges renforcés dans la gestion économique et budgétaire.
En matière de commerce, un accord a été signé pour la participation conjointe aux foires et salons internationaux entre la Société algérienne des foires et exportations et l'Autorité générale égyptienne des expositions. Un autre mémorandum a été conclu sur la protection des consommateurs, ainsi qu'un accord sur le développement local, réunissant les ministères algériens et égyptiens de l'Intérieur et du Développement local. La cérémonie de signature des accords s'est conclue par la validation officielle du procès-verbal de la neuvième session de la Commission mixte, un acte symbolique fort qui marque une nouvelle étape dans le développement de la coopération bilatérale entre les deux pays. Lors de la séance plénière, le Premier ministre Sifi Ghrieb a souligné que cette session était l'aboutissement des instructions des dirigeants des deux pays, le Président Abdelmadjid Tebboune et le Président Abdel Fattah al-Sissi, visant à renforcer les relations stratégiques bilatérales. Il a mis en avant les réformes mises en place par l'Algérie pour encourager les investissements et créer un climat favorable aux entreprises.
Le Premier ministre égyptien, M. Moustafa Madbouli, a exprimé son engagement à renforcer les liens entre l'Algérie et l'Égypte. Il a souligné l'importance de la coopération économique et commerciale, ainsi que des investissements conjoints, pour le développement mutuel des deux pays. «Une Égypte forte, c'est une Algérie forte, et une Algérie forte, c'est une Égypte forte», a-t-il affirmé, indiquant que les deux pays s'efforcent d'augmenter le volume de leurs échanges commerciaux à 5 milliards de dollars dans les prochaines années. «Il y a une conviction forte de la nécessité d'augmenter le volume des échanges commerciaux entre les deux pays», a-t-il souligné, ajoutant que «malgré une augmentation de 18 % au cours de l'année dernière, où le volume des échanges a atteint environ un milliard de dollars, il existe des directives de la part des dirigeants des deux pays pour atteindre un volume d'échanges de 5 milliards de dollars dans les années à venir». À travers ces accords et cette session de la Commission mixte, l'Algérie et l'Égypte renforcent leur partenariat stratégique dans des domaines essentiels, créant ainsi une dynamique qui devrait permettre de multiplier les projets communs et les opportunités d'investissement. Le chemin tracé par les deux pays ouvre la voie à une coopération plus large et plus intense, contribuant à une meilleure intégration économique et politique dans la région.

PROMOTION DE L'ENTREPRENEURIAT CHEZ LES JEUNES

« L'Algérie a réussi à relever le défi»

Par R E.

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, M. Mustapha Hidaoui, a indiqué mardi soir à Blida que l'Algérie avait réussi à relever le défi d'inciter les jeunes à se lancer dans l'entrepreneuriat, citant en exemple les "dizaines de milliers" de start-up créées.
«L'Algérie a réussi à relever le défi d'inciter les jeunes à se lancer dans l'entrepreneuriat à travers la création de dizaines de milliers de start-up», a déclaré le ministre lors de la clôture d'une journée d'étude sur «l'investissement dans la sécurité alimentaire et les opportunités d'emploi» à l'Ecole supérieure nationale de l'hydraulique (ESNH) de Soumaâ.
Le même responsable a ajouté que l'Algérie «a commencé à récolter les fruits de la haute volonté politique du pays, qui encourage les jeunes à se lancer dans le monde de l'entrepreneuriat plutôt que d'attendre de trouver un emploi, puisqu'elle compte actuellement près de 10.000 start-up actives dans différents secteurs, qui ont contribué à créer de la valeur ajoutée pour l'économie nationale et à créer des emplois». M. Hidaoui a souligné également que «le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a toujours appelé à investir dans la jeunesse et à créer une nouvelle génération de jeunes entrepreneurs et d'acteurs économiques capables d'apporter une valeur ajoutée à l'économie grâce à leurs projets innovants».
Il a également évoqué les efforts déployés par le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) pour soutenir la volonté de l'Etat de garantir la sécurité hydrique du pays, «une priorité compte tenu des défis auxquels l'Algérie, comme le reste du monde, est confrontée, dont le changement climatique notamment».
A ce titre, le ministre a mis en avant la création par le CSJ d'un réseau national de jeunes qui rassemble les énergies de la jeunesse et est susceptible de plaider en faveur de la sécurité hydrique du pays. Ce réseau servira d'espace de réflexion durable pour discuter d'idées innovantes, échanger des points de vue et communiquer avec les jeunes du monde entier sur cette question importante.
Il a ajouté que l'Algérie était confrontée à des défis externes dont les hautes autorités du pays avaient pris conscience en comptant sur des jeunes capables de créer des alternatives pour y faire face. Cette journée d'étude, qui a réuni des experts et des spécialistes de ce domaine ainsi que des représentants de plusieurs départements ministériels, s'est conclue par une série de recommandations. Les plus importantes sont la mise à jour et la réglementation de l'exploitation des ressources naturelles non conventionnelles, ainsi que la création d'une plateforme nationale de données accessible aux chercheurs, aux étudiants, aux porteurs de projets et aux institutions, et contenant des informations et des statistiques relatives au secteur de l'irrigation.

VALORISATION DES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Inauguration d'une entreprise de traitement des déchets industriels liquides

Par R E.

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a inauguré, mercredi à Alger, une entreprise de traitement des déchets industriels liquides au niveau du Centre de recherche en technologie des semi-conducteurs pour l'énergétique (CRTSE) d'El Harrach.
Lors d'une visite d'inspection au CRTSE, M. Baddari a inauguré cette entreprise, première du genre au niveau des centres de recherche, agréée par le ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie, avec un chiffre d'affaires de 6 millions de DA.
L'entreprise traite et recycle les effluents industriels dangereux ne pouvant être rejetés dans le réseau d'assainissement, et ce, dans le cadre de la valorisation des résultats de la recherche scientifique pour en faire une valeur ajoutée pour l'économie nationale.
M. Baddari a également visité le laboratoire de caractérisation des matériaux par microsonde électronique (EPMA), où il a précisé que "cet appareil, le seul en Afrique, a permis aux chercheurs d'analyser plusieurs terres rares en Algérie".
Le ministre a ensuite visité le laboratoire laser, avant de s'arrêter à une exposition de produits et de prototypes développés et lancés sous forme de start-up par différents porteurs de projets incubés au niveau de ce Centre, dont les principaux projets stratégiques étaient également présentés.
Au terme de sa visite, M. Baddari a souligné que le CRTSE "contribue à la valorisation des résultats de la recherche scientifique à travers la création d'entreprises économiques, conformément à la nouvelle orientation du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique visant à soutenir l'économie nationale, dans le cadre du programme du Gouvernement et des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune".
En 2025, ce centre a "créé six (6) entreprises issues de la recherche scientifique, avec un chiffre d'affaires de 120 millions de DA, et six (6) start-up, témoignant de la contribution de la recherche scientifique à l'économie nationale et à la création d'emplois, conformément aux orientations du président de la République", a ajouté le ministre.

APN

La ministre, Haut-commissaire à la numérisation présente un exposé devant la commission spécialisée

La Commission des transports et des télécommunications de l'Assemblée populaire nationale (APN) a écouté un exposé présenté par la ministre, Haut-commissaire à la numérisation, Mme Meriem Benmouloud, concernant le projet de loi fixant les règles générales relatives aux services de confiance pour les transactions électroniques, indique un communiqué de l'APN.

Au cours de cette séance, tenue mardi en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Nadjiba Djilali, Mme Benmouloud a présenté un exposé sur "les dispositions fondamentales du projet de loi fixant les règles générales relatives aux services de confiance pour les transactions électroniques et l'identification électronique", soulignant que ce nouveau cadre réglementaire vise principalement à "établir un environnement numérique fiable, renforcer la sécurité des systèmes d'information nationaux tout en levant les obstacles rencontrés lors de l'application de la loi 15-04 du 1er février 2015", précise le communiqué.

La ministre a expliqué que ce projet de loi "consacre l'émergence des services de confiance, l'identification électronique et les transactions électroniques" et propose également "l'élargissement du champ des services comprenant la signature électronique, la signature électronique certifiée, le cachet électronique et le cachet électronique certifié, ainsi que la reconnaissance des documents électroniques certifiés, au même titre que les documents papier, de manière à préserver leur intégrité et leur fiabilité dans le temps".

La ministre a également affirmé que ce projet de loi constitue "une réforme majeure du cadre juridique en matière de certification électronique, étant donné qu'il représente une étape fondamentale pour le développement d'un environnement numérique solide et sécurisé, et, en même temps, un outil efficace pour moderniser les transactions administratives et commerciales en Algérie". La ministre a répondu à un nombre de questions et préoccupations des membres de la commission, en apportant "des réponses précises et détaillées à toutes les interrogations soulevées", selon le même communiqué.

FESTIVAL INTERNATIONAL DU TOURISME SAHARIEN

Plus de 800 participants attendus à Timimoun

Le Festival international du tourisme saharien, prévu du 4 au 6 décembre prochain dans la wilaya de Timimoun, devrait accueillir plus de 800 participants issus de différentes wilayas du Grand Sud et des Hauts-plateaux, indique mardi un communiqué du ministère du Tourisme et de l'Artisanat.

La 7e édition du Festival international du tourisme saharien, organisée sous le patronage du Premier ministre, sous le slogan "Timimoun.. authenticité et hospitalité", verra plus de 800 participants issus de différentes wilayas du Grand Sud et des Hauts-plateaux, précise la même source.

Cette manifestation constitue "un rendez-vous international majeur, à travers lequel le ministère affirme l'importance accordée par l'Etat au tourisme saharien, inscrit dans un cadre national privilégié, marqué par le renouvellement de la vision économique", à travers "le renforcement des structures touristiques, l'amélioration des services touristiques, l'encouragement de l'investissement, l'ouverture des voies de coopération et la promotion du produit touristique saharien".

Le festival prévoit "l'organisation de journées d'étude animées par des experts nationaux et étrangers, ainsi que l'élaboration d'un programme culturel et artistique ponctué d'activités folkloriques, de fantasia, de chants populaires locaux (Ahellil) et de genres musicaux reflétant l'héritage artistique de la région, outre l'aménagement d'espaces dédiés aux artisans, afin de promouvoir et de commercialiser leurs produits qui reflètent l'authenticité et la culture de la région". Concernant les objectifs escomptés de ce festival, ajoute le communiqué, il s'agit essentiellement de "la promotion de la destination saharienne et de la mise en valeur du patrimoine matériel et immatériel du Sud, à travers des expositions, des spectacles et des forums", tout en contribuant à mettre en avant "la richesse de la culture des oasis, l'authenticité des métiers traditionnels et la beauté des paysages naturels du Gourara".

Cette édition sera rehaussée par la participation de plusieurs départements ministériels, tels que le ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, le ministère de la Culture et des Arts, le ministère de la Communication, le ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie, ainsi que le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises.

Le choix de la wilaya de Timimoun, ville des "Palais rouges", pour accueillir ce rendez-vous important, vise à "en faire un modèle vivant des capacités infinies du Sud algérien à attirer les touristes, tant nationaux qu'internationaux, grâce à sa diversité culturelle unique, à ses oasis splendides, à son artisanat authentique et à sa profondeur civilisationnelle, reflétant l'histoire de la région", selon la même source. Ce festival n'est pas un simple évènement festif, mais "incarne l'ambition de la stratégie des hautes autorités du pays de faire du tourisme saharien un levier du développement local et un pilier essentiel du tourisme national", conclut le communiqué.

GESTION INTÉGRÉE DES DÉCHETS

Lancement du programme national depuis Ouled Djellal

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, a lancé, mardi à Ouled Djellal, le programme national de gestion intégrée des déchets au profit des gestionnaires des assemblées élues et des entreprises de traitement, dans le cadre de la loi 25-02 du 20 février 2025 modifiant et complétant la loi n 19-01 relative à la gestion, au contrôle et à l'élimination des déchets.

La ministre a souligné, lors de son intervention dans la salle de réunions du siège de la wilaya en présence des présidents des assemblées populaires communales (APC) d'Ouled Djellal, que ce programme, initié par son ministère, vise à former les responsables concernés aux "systèmes de gestion des déchets et aux plans communaux".

Elle a précisé que ce programme, lancé à Ouled Djellal en tant que modèle pilote, sera généralisé aux autres wilayas du pays dans le cadre du plan d'action du ministère, et bénéficiera à tous les responsables locaux et aux gestionnaires des établissements de traitement des déchets, et aura un impact positif sur la gestion locale, en particulier sur l'environnement et la qualité de la vie.

Lors d'une visite d'une exposition dédiée à l'environnement, organisée à l'Institut national spécialisé de formation professionnelle (INSFP) Smati-Bouzid, au chef-lieu de wilaya, à laquelle ont participé les stagiaires de cet établissement et des membres des associations environnementales locales, la ministre a souligné "l'importance de former les jeunes dans les spécialités en relation avec l'environnement pour leur inculquer le professionnalisme nécessaire pour traiter les problèmes qui nuisent à l'environnement".

Elle a indiqué, à cet égard, qu'à la suite du renforcement du contenu de la formation avec quatre nouvelles spécialités dans le domaine de l'environnement, à savoir "le recyclage des déchets organiques", "le guide touristique environnemental", "le recyclage des déchets électroniques et électriques" et "l'installation et la maintenance des panneaux solaires", en coordination avec le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, "la première session de formation pratique dans l'installation et la maintenance des panneaux solaires sera lancée au profit des stagiaires de la wilaya d'Ouled Djellal, au niveau de l'Institut national de formations environnementales à Alger, et sera généralisée à tous les stagiaires des structures de formation professionnelle à travers le pays, ce qui soutiendra l'orientation de l'Algérie vers les énergies renouvelables, l'économie verte, les énergies propres et la préservation de l'environnement et de la santé publique". Mme Krikou a également appelé, au cours d'un échange avec des représentantes d'associations locales, à "encourager l'engagement des femmes rurales dans l'entrepreneuriat environnemental en tant que soutien au développement national". La ministre a également donné le coup d'envoi d'une "caravane environnementale numérique" destinée aux enfants, visant à ancrer chez les plus jeunes la nécessité de préserver l'environnement. Elle a souligné, à cette occasion, qu'il sera créé 2.500 clubs environnementaux au sein des établissements éducatifs à travers le pays, dont 16 dans la wilaya d'Ouled Djellal.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	450,00	0,00	0,00	5,09	7,94	7,78	19967	8 985 150,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	-0,27	-0,96	9,00	5,56	50000	70 000 000,00
BIOPHARM	BIO	2 500,00	NC	0,00	0,45	3,19	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2299,00	-0,04	0,09	1,76	10,96	5,44	907	2 085 193,00
EGH El Aurassi	AUR	361,00	NC	0,00	-2,21	-9,06	4,56	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	NC	0,00	1,36	-0,20	3,78	5,25	0	0,00

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 25 نوفمبر 2025

Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 25 Novembre 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	61	70	51	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	136	154	117	الطماطم	
	Oignon sec	52	59	45	البصل الجاف	
	Ail sec	709	789	628	الثوم الجاف	
	Carotte	83	94	73	الجزر	
	Navet	92	103	81	اللفت	
	Choux fleur	103	116	90	قرنبيط	
	Choux	96	111	80	الكرنب	
	Courgette	125	139	112	الكوسة	
	Haricot vert	147	165	129	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	107	120	95	الخس	
Fruits frais	Clémentine	211	255	166	كليمونتين	فواكه طازجة
	Orange	203	234	172	البرتقال	
	Citron	166	190	143	الليمون	
	Pomme locale	351	440	263	التفاح المحلي	
	Datte	479	617	341	التمر	
	Banane	434	448	420	الموز	
	Grenade	179	214	144	الرمان	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1872	2025	1718	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	349	362	337	الدجاج	
	Œufs (Unité)	21	23	20	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)	

PORTÉ PAR UNE CROISSANCE SUPÉRIEURE À 22 %

L'e-paiement franchit un nouveau cap

L'écosystème du paiement électronique en Algérie affiche une dynamique de croissance remarquable. Le secteur a enregistré une progression significative de plus de 22 % au cours de l'année 2025. Cette performance, portée à la fois par l'essor du paiement en ligne et par l'intensification de l'utilisation des Terminaux de Paiement Électronique (TPE), vient valider la pertinence des orientations stratégiques des pouvoirs publics. Ces initiatives sont clairement axées sur la modernisation des transactions financières et le renforcement du soutien à l'économie nationale, confirmant l'ancrage progressif de la dématérialisation des échanges.

Par Adem A.

S'exprimant sur la « Chaîne III » de la radio nationale, Brahim Boudjelida, cadre dirigeant chargé du digital marketing et du paiement à la Banque nationale algérienne (BNA), a dressé un état des lieux précis de cette dynamique. Il a indiqué que les paiements de proximité réalisés via TPE avaient dépassé les 7 millions d'opérations pour un volume global de soixante milliards de dinars au cours de l'année, représentant une hausse de vingt-deux pour cent par rapport à la même période de l'année précédente. Le paiement en ligne suit la même tendance ascendante, avec 18 millions d'opérations enregistrées durant les dix premiers mois de 2025, pour un montant équivalent de 60 milliards de dinars.
Interrogé sur les raisons de cette adoption croissante, le représentant de la BNA a insisté sur la solidité du système : « Ce développement traduit une confiance de plus en plus grande des clients envers le paiement électronique en Algérie », a-t-il affirmé, soulignant l'effet des nouvelles solutions mises à la disposition des usagers.
Selon lui, cette progression s'explique également par la structuration de l'écosystème et par la coordination entre les acteurs du marché, qui contribuent à fidéliser la clientèle. Il a rappelé que les avancées techniques ont joué un rôle déterminant : « En plus du système de compensation, du règlement des grands montants, du lancement du système de paiement interbancaire et de la mise en ligne de l'application DZ Mob Pay, l'Algérie a réalisé un véritable bond en avant dans ce domaine ». Les indicateurs de déploiement en témoignent clairement. Plus de 21 millions de cartes bancaires sont actuellement en circulation, dont 17 millions de cartes Edahabia émises par Algérie Poste. Le parc national compte également plus de 77 000 terminaux de paiement électronique mis à la disposition des commerçants à travers tout le territoire. Ces données reflètent non seulement la préférence grandissante des consommateurs pour les transactions dématérialisées, mais aussi l'engagement des banques et des pouvoirs publics à renforcer les infrastructures nécessaires à l'ancrage du paiement électronique comme standard national.
Dans cette logique de modernisation, le responsable s'est longuement attardé sur le nouveau service DZ MOB Pay, dont la plateforme, acquise en juin 2024, a été mise en service dès janvier 2025. Il s'agit d'une solution majeure qui fédère déjà sept banques opérationnelles, tandis que trois autres établissements, ainsi qu'Algérie Poste, finalisent leur homologation, avec pour objectif de réunir dix acteurs financiers. Les fonctionnalités proposées marquent une avancée importante : virements instantanés, y compris interbancaires, paiements via QR Code généré par le commerçant et interopérabilité totale entre toutes les applications bancaires homologuées. Sur le terrain, la vitrophanie DZ MOB Pay apposée sur les vitrines indique aux clients la possibilité de régler via ce service, tandis que les banques mènent des campagnes actives pour équiper les points de vente.
La sécurité constitue par ailleurs un élément central du dispositif. L'application est certifiée, testée et homologuée par la Banque d'Algérie et par le GIE Monétique, garantissant une protection intégrale des données chiffrées. Elle intègre une triple authentification (mot de passe, reconnaissance faciale ou biométrie, ainsi qu'un mécanisme empêchant tout accès en cas de vol du téléphone). Le système repose en outre sur une convention claire définissant les droits et obligations du client, complétée par une assistance continue via les call-centers et les canaux de réclamation.

APPROVISIONNEMENT ET RÉGULATION DU MARCHÉ

La ministre du Commerce présente la stratégie de son secteur

Par R E.

La Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée populaire nationale (APN) a écouté, mardi, un exposé présenté par la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, portant sur l'impact des politiques commerciales et de contrôle sur la stabilité du marché et la protection du pouvoir d'achat, indique un communiqué du ministère.
Lors de cette séance, présidée par la présidente de la Commission, Samira Berhoum, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali, Mme Abdellatif a dévoilé un nouveau projet de loi, en cours d'élaboration, pour l'organisation de l'approvisionnement et la régulation du marché national visant à créer une plateforme nationale unifiée pour le suivi des marchandises, à renforcer la transparence des réseaux de distribution et à limiter la spéculation.
Dans ce sillage, le communiqué a mis l'accent sur "le renforcement de la coordination pour assurer la disponibilité des produits de large consommation, la mise en place de mécanismes de soutien au transport vers les wilayas du Sud, la régulation des marchés de proximité et l'intégration des activités non structurées dans le circuit économique".
Quant au contrôle, la ministre a fait état de "la mise en œuvre d'un vaste programme d'investissement englobant la création de nouveaux laboratoires pour lutter contre la fraude, l'équipement d'autres laboratoires avec des technologies de pointe, ainsi que la réception de laboratoires mobiles en vue de renforcer le contrôle préventif à travers l'ensemble du territoire national", ce qui a contribué, selon le communiqué, à la diminution des infractions liées à la spéculation et à l'amélioration de la qualité des marchandises.
Elle a, en outre, évoqué le lancement d'un programme national pour la préparation au mois de Ramadhan, axé sur la garantie de la disponibilité des produits de base, l'organisation des marchés, l'intensification des opérations de vente promotionnelle et le renforcement du contrôle sur le terrain, selon la même source.
En matière de transformation numérique, un système intégré d'information est en cours de développement, afin de gérer l'approvisionnement et les réseaux de distribution, et de renforcer l'infrastructure numérique et le rôle du conseil de la concurrence, ajoute la même source.
La ministre a souligné que l'Algérie traverse "une étape de transformation économique majeure", reposant sur le renforcement de la souveraineté économique, le soutien à la production nationale et la consolidation du rôle de l'Etat dans la régulation du marché et la protection du pouvoir d'achat, conformément aux directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.
Le secteur a enregistré récemment un bond qualitatif, grâce au développement des systèmes numériques permettant un meilleur suivi des marchandises et le contrôle des prix en temps réel, outre le lancement de la révision du cadre législatif et règlementaire relatif aux activités commerciales, à la protection du consommateur, au commerce électronique, à la facturation et à l'organisation des réseaux de distribution.
Mme Abdellatif a, en outre, estimé que les politiques commerciales adoptées "font partie d'un choix stratégique national visant à bâtir un marché moderne, transparent et numérique", affirmant que les projets réalisés représentent une première étape dans un processus de réforme globale, et que la coopération entre le secteur, le parlement et les opérateurs économiques reste essentielle pour renforcer la confiance et assurer un marché national stable et juste au service du citoyen.

PRODUCTION DU POIS CHICHE

L'Algérie enregistre des performances croissantes

Par M. A.

Dans un contexte mondial marqué par une forte demande en légumineuses, l'Algérie confirme son ancrage dans la filière, en particulier dans la production de pois chiche. Le pays se positionne aujourd'hui comme le deuxième producteur arabe derrière le Soudan, avec une production estimée à 40 000 tonnes.
Apprécié depuis des millénaires dans les cuisines du bassin méditerranéen et du Moyen-Orient, le pois chiche connaît une importance croissante en raison de ses qualités nutritionnelles et de son rôle clé dans les systèmes agricoles durables. Si l'Inde domine largement le marché mondial avec plus de 12 millions de tonnes produites en 2023, plusieurs pays arabes conservent une place notable dans cette filière, parmi lesquels l'Algérie se distingue par ses résultats en progression constante.Selon les dernières données de la FAO, cette performance intervient dans un marché mondial en pleine expansion. Le volume global du secteur a atteint 21,5 millions de tonnes en 2024 et devrait dépasser 32 millions de tonnes à l'horizon 2033. Cette croissance est portée par la demande accrue en protéines végétales, une meilleure prise de conscience nutritionnelle et l'essor des aliments prêts à consommer.
Dans ce contexte, le pois chiche s'impose comme un produit stratégique, tant sur le plan économique que nutritionnel.
En Algérie, la culture du pois chiche bénéficie des conditions agroclimatiques favorables des hautes plaines et de certaines zones semi-arides, où cette légumineuse trouve un terrain particulièrement adapté. Sa résistance à la sécheresse, son faible besoin en intrants et sa capacité à enrichir le sol grâce à la fixation de l'azote en font un véritable atout pour l'agriculture nationale, notamment dans les stratégies visant à restaurer la fertilité des sols et à développer des cultures résilientes.Au-delà de ses avantages agronomiques, le pois chiche occupe une place centrale dans l'alimentation algérienne. Présent dans de nombreuses recettes traditionnelles, des chorbas aux plats mijotés, il reste très demandé, ce qui renforce la nécessité d'accroître la production locale dans un contexte où plusieurs pays du Moyen-Orient dépendent fortement des importations pour répondre à leurs besoins.
Si le Soudan domine le marché arabe avec près de 100 000 tonnes produites, l'Algérie et le Yémen, suivis de la Syrie et du Maroc, composent un pôle agricole important au Maghreb et au Moyen-Orient. Cette dynamique régionale s'inscrit dans un marché mondial de plus en plus compétitif, marqué par l'émergence de nouveaux exportateurs comme la Turquie, l'Australie ou encore le Mexique.En consolidant sa production, l'Algérie pourrait non seulement renforcer sa souveraineté alimentaire, mais également réduire sa dépendance vis-à-vis des marchés internationaux et saisir les opportunités offertes par la demande mondiale croissante en protéines végétales. Culture ancienne mais plus que jamais stratégique, le pois chiche pourrait ainsi contribuer davantage à la diversification agricole recherchée par le pays.

CHLEF

Opération de maintenance des routes nationales et des chemins de wilayas

Des opérations de maintenance et de réhabilitation du réseau des routes nationales et des chemins de wilaya sont actuellement menées dans plusieurs communes de la wilaya de Chlef, dans le cadre de la remise à niveau et de l'amélioration des infrastructures de base, a-t-on appris, lundi, de la Direction des travaux publics (DTP).
Ces opérations visent à renforcer la sécurité routière et à améliorer les conditions de circulation sur ces axes routiers, a indiqué le chef du service maintenance à la DTP, Slimane Ben Bouheni. Une enveloppe de plus d'un (1) milliard DA a été mobilisée pour ce programme de maintenance, dont 450 millions DA pour les chemins de wilaya (CW) et près de 700 millions DA pour les routes nationales (RN), a-t-il ajouté. Concernant les routes nationales, les actions en question portent notamment sur le renforcement de l'axe de la RN11 reliant les communes de Dahra et El-Marsa jusqu'aux limites de Mostaganem, sur une distance de 23 km, dont la réception est prévue avant la fin de l'année.
Une autre intervention vise le traitement d'un glissement de terrain sur la même route, à Oued Goussine, à l'Est de Chlef est également prévue. S'agissant des chemins de wilaya (CW), les opérations de maintenance concernent la réhabilitation du CW101 reliant Bouzeghaïa et Zeboudja (9,7 km), de l'axe Zeboudja–Boukaat Hamlil (10 km) et du CW51 entre Oum Droue et le lieu-dit Touafria (7,5 km), avec des taux d'avancement variables, selon la même source. M. Ben Bouheni a, également, souligné l'inscription d'autres opérations au titre du programme 2026, dont la maintenance du CW102 à Dahra (6 km) et le traitement d'un glissement de terrain à l'entrée de Taougrite, pour un montant de 200 millions DA.
Parallèlement à ces opérations, la direction des travaux publics poursuit l'entretien périodique du réseau, à travers le nettoyage des avaloirs, des bords de routes et des ouvrages d'art, notamment ceux situés à proximité des zones forestières, afin d'éviter les obstructions et la fermeture des routes en cas d'intempéries, selon la même source.

BEJAIA

Une production prévisionnelle de plus de 800000 qx d'olives attendue

La production prévisionnelle d'olives dans la wilaya de Bejaia est estimée à plus de 800.000 quintaux pour la campagne 2025/2026, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction des services agricoles (DSA). Les services agricoles ont indiqué à l'APS que les prévisions de production oléicole pour la campagne en cours, lancée début novembre dans la commune de Souk El Tenine, s'élèvent à près de 833.598 quintaux d'olives, pour un rendement de 15,76 quintaux par hectare.

La superficie globale consacrée à l'oléiculture à Bejaia s'étend à plus de 57.000 ha, avec un nombre total de 5,3 millions d'oliviers, tandis que la superficie entrée en production est estimée à 52.884 ha, qui regroupe un verger de plus de 4,6 millions d'oliviers, ont ajouté les mêmes services. Concernant l'étape de la trituration, le secteur agricole de la wilaya dispose de 360 huileries, dont 99 sont automatiques, 117 semi-automatiques et 144 huileries traditionnelles, a-t-on souligné de même source. De son côté, le président de la Chambre de l'agriculture, Isekounen Mohand Arezki, a indiqué à l'APS, que le rendement enregistré depuis le début de la campagne oléicole à ce jour oscillait entre 20 et 25 litres d'huile par quintal.
Il a fait savoir que le rendement enregistré dans plusieurs huileries de la wilaya laissait présager une campagne oléicole 2025/2026 « bonne et prometteuse », contrairement à la saison précédente. Rappelons que Bejaia a réalisé, lors de la dernière campagne, une récolte de près de 16,2 millions de litres d'huile d'olive, avec un rendement moyen de 19,50 litres/quintal, selon les données de la DSA. Le président de la Chambre d'agriculture a appelé par ailleurs les cueilleurs d'olives, répartis sur l'ensemble des communes de la wilaya, à « faire preuve de prudence et à prendre les mesures nécessaires pour éviter les accidents liés à la cueillette ».
Il a également annoncé qu'une campagne de sensibilisation serait prochainement menée en collaboration avec la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) pour inciter les agriculteurs à « assurer leurs vergers oléicoles contre les différentes catastrophes naturelles ». Par ailleurs, un programme de plantation de 100.000 oliviers a été lancé récemment par la direction des services agricoles, couvrant une superficie totale de près de 400 hectares.

GUELMA

Plus de 200 jeunes participants à l'atelier de formation sur les perspectives de l'électricité industrielle en Algérie

Plus de 200 jeunes diplômés de l'université et du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels ont participé, mardi à Guelma, à l'atelier de formation sur les perspectives et opportunités d'emploi et d'investissement dans le domaine de l'électricité industrielle en Algérie.
Organisée conjointement par le secteur de la jeunesse et des sports et l'association caritative locale Omar-Ben-Abdelaziz, l'initiative vise à mettre en exergue l'importance de l'électricité industrielle pour le développement économique et la création d'emplois et offrir un espace interactif entre les jeunes et acteurs économiques, a indiqué Akram Aouadi, membre du comité d'organisation. Ciblant des étudiants universitaires, les stagiaires des établissements de la formation professionnelle, les porteurs de projets, les associations et clubs scientifiques, la rencontre fait le point sur les évolutions récentes de l'électricité industrielle présentées par des experts et représentants des secteurs concernés par ce domaine, a-t-il noté.
Ingénieur d'Etat en électricité industrielle et gestionnaire d'une société privée à Alger, Mohamed Tabatochet, a estimé que les efforts récents de l'Etat pour développer le secteur industriel et dynamiser l'investissement encouragent les jeunes à l'innovation dans ce secteur de l'électricité industrielle et acquérir les compétences nécessaires.
Imad Cheriet, technicien supérieur en électrotechnique, a indiqué à l'APS qu'il participe à l'atelier pour rencontrer les acteurs du domaine et bénéficier de leurs expériences en matière d'applications technologiques.

SKIKDA

Journée de formation à l'innovation et l'entrepreneuriat

Une journée de formation dans le domaine de l'innovation et de l'entrepreneuriat a été organisée mardi à la maison de la culture Mohamed-Serradj de Skikda sous le slogan "Ton idée aujourd'hui, ton projet demain" par la direction de la jeunesse et des sports dans le cadre de la semaine mondiale de l'entrepreneuriat.
Le directeur de la jeunesse et des sports, Ramdane Benloulou a indiqué à l'APS que cette journée co-organisée avec l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), l'université 20 août 1955 et l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM) a connu une participation notable des jeunes porteurs de projets diplômés de l'université et du secteur de la formation professionnelle. La rencontre initie les jeunes aux mécanismes pour transformer leurs idées en projets économiques et bénéficier de la stratégie de l'Etat d'accompagnement et d'appui à l'innovation et aux startups.
La journée a proposé cinq ateliers sur la transition de l'idée au projet, les dispositifs de financement, l'accompagnement et l'e-commerce, entre autres.
Le même responsable a annoncé le lancement prochain d'une caravane sur l'entrepreneuriat qui sillonnera plusieurs régions de la wilaya de Skikda outre la création d'espaces dédiés à l'entrepreneuriat au sein des établissements de jeunes.
L'occasion a donné lieu à l'annonce de l'octroi par le ministère de la Jeunesse d'un soutien financier à trois projets d'entrepreneuriat dans la wilaya.

UNIVERSITÉ DES FRÈRES MENTOURI (CONSTANTINE)

Plus de 200 futurs diplômés initiés à l'entrepreneuriat

Plus de 200 étudiants en fin de cycle de l'université Mentouri (Constantine 1), ont bénéficié de sessions d'initiation à l'entrepreneuriat, à l'occasion de la semaine mondiale dédiée à ce domaine, a-t-on appris dimanche auprès du directeur de l'incubateur de cette université, Abdellatif Aib. L'initiative a ciblé des étudiants, futurs diplômés de différentes facultés de cet établissement d'enseignement supérieur ayant été formés sur les techniques et les méthodes de la création d'une micro-entreprise, en matière de gestion, comptabilité, marketing et finances, entre autres, a indiqué à l'APS, le même responsable, en marge de la clôture de la célébration de la semaine mondiale de l'entrepreneuriat, tenue du17 au 23 novembre.
La même source a indiqué d'autre part que 27 projets réalisés par des étudiants de la même université, ont obtenu le label » projet innovant », dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté ministériel n 008 (un diplôme- une entreprise économique), modifiant et complétant l'arrêté ministériel n 12/75 du 27/09/2022, soulignant que ces projets touchent différentes spécialités dont la biologie, les sciences de la terre et de technologie, le droit et la langue anglaise.
La concrétisation de ces projets dont 13 ont bénéficié de financement de prototype commercial, s'inscrit dans le cadre d'une convention de partenariat signée entre les Ministères de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et de L'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, ayant pour but la restructuration et la réforme des investissements dans le secteur des micro-entreprises et des instructions visant à générer des emplois, de nouvelles sources de revenus et à bâtir une économie diversifiée, et créatrice de richesse, a encore affirmé M. Aib. Placée cette année sous le slogan » Ensemble, construisons un écosystème entrepreneurial intégré « , la célébration de la semaine mondiale de l'entrepreneuriat vise à développer les capacités et les compétences entrepreneuriales chez les jeunes, notamment les étudiants, en les motivant et en leur offrant des contenus pouvant les aider à transformer leurs idées en projets, selon la même source.

COP30 : Alors que la venue de Godot est toujours plus hypothétique, l'UE se doit d'adapter sa doctrine

Par Eric Muraille, Philippe Naccache et Julien Pillot (Inseec Grande Ecole, Groupe Omnes Education)

Alors que la COP 30 se termine, son bilan est amer pour ceux qui œuvrent dans le cadre d'un multilatéralisme climatique à faire respecter les accords de Paris. La ministre Monique Barbut a parfaitement résumé la situation en déclarant « on a juste obtenu le fait de ne pas reculer ».
Si indéniablement les COPs ont contribué à la lutte contre le dérèglement climatique, il est désormais certain qu'elles se sont avérées insuffisamment efficace pour réduire les émissions de Gaz à effet de Serre (GES) et limiter l'augmentation des températures. En effet, l'ONU a reconnu que la températures moyenne allait inéluctablement dépasser les + 1.5 degré et que les politiques actuellement conduites nous menaient à +2.8 degrés à la fin de ce siècle.
Plus grave encore, bien que la COP 28 se soit prononcée en faveur d'une sortie des énergies fossiles et la COP 29 en faveur de la réduction des émissions de méthane, les dernières COP consacrent deux évolutions préoccupantes.

Justice climatique et techno-solutionniste

La première est le déplacement de l'agenda de la lutte contre les émissions de GES vers la question des pertes et préjudices évoqués à l'article 8 des accords de Paris. Ce déplacement se traduit par une priorisation des demandes de financements des « pays du Sud » par les puissances anciennement industrialisées du Nord, tout en occultant que la Chine et l'Inde sont désormais les principaux responsables de l'augmentation des émissions de CO2 de ces dernières années et que leurs engagements à l'atteinte d'une neutralité carbone ont été respectivement reportés à 2060 et 2070.
La seconde est la dérive techno-solutionniste, notamment au travers de la promotion des technologies de capture du carbone (Carbon Capture Storage et Direct Air Capture). L'espoir suscité par ces technologies tend à freiner la nécessaire diminution de l'usage des énergies fossiles. Effectivement, si l'on peut capter le CO2 pourquoi faudrait-il se contraindre à ne plus recourir aux énergies fossiles ? A cette légitime interrogation, il est utile de rappeler que tout d'abord ces technologies ne sont pas matures, qu'elles demeurent coûteuses, qu'elles ne peuvent s'imposer qu'à travers la création de marchés carbone qui valorisent suffisamment la tonne de CO2 émise et surtout qu'elles ont été jugées insuffisantes par le dernier rapport du GIEC pour atteindre les accords de Paris si elles ne sont pas couplées à une sobriété dans l'usage des énergies fossiles.

Un théâtre de l'absurde

Ces constats nous amènent à nous interroger sur l'évolution et l'avenir des grandes messes climatiques que sont les COP. Un détour par la pièce de Samuel Becket, En attendant Godot, est peut-être de nature à nous éclairer sur cette question.
La pièce de Beckett présente deux personnages, Vladimir et Estragon, qui se retrouvent sur une route pour attendre un certain Godot…Plus la venue de ce dernier devient incertaine, moins la situation devient contrôlable, poussant les deux protagonistes à envisager le suicide. Leur plan macabre anéanti, ils semblent se décider à l'action en déclamant un « allons-y » plein de promesse, avant que Beckett ne précise en didascalie que nos héros resteront immobiles…
A l'instar de Vladimir et Estragon qui se raccrochent à l'espoir de voir surgir Godot au coin de la route, chaque nouvelle COP repose sur l'espoir d'un accord unissant tous les acteurs face à la menace globale du changement climatique. Mais comme dans la pièce de Beckett, plus la promesse initiale de limiter l'augmentation des températures s'éloigne, plus certains États du Sud global, rejoints récemment par le Canada, cherchent à maximiser leurs propres intérêts, comprenant bien que Godot ne sera pas au rendez-vous …

Le dilemme du prisonnier comme scénario

La théorie des jeux, notamment le fameux dilemme du prisonnier, ne nous dit pas autre chose. Les jeux de ce type postulent que la situation optimale est atteinte quand les acteurs coopèrent. Mais cette coopération est mise à mal par les comportements opportunistes individuels : le premier acteur à trahir obtient un gain, au détriment à la fois de l'autre acteur, mais aussi de l'intérêt général. Les COP ressemblent à un dilemme du prisonnier joué par de multiples acteurs dont le destin climatique est lié.
A l'instar du cadre théorique, la situation optimale est atteinte quand tout le monde coopère pour limiter les températures à maximum deux degrés. Mais moins cette coopération générale apparaît comme probable, plus les Etats sont incités à jouer la partie avec la maximisation de leurs propres intérêts comme seule boussole. Ce qui, en l'espèce, reflète une préférence absolue pour le court terme, car les stratégies opportunistes d'aujourd'hui préfigurent un environnement planétaire dégradé, un monde où tout le monde perd.
Fort de ce constat, il y a de fort à parier pour que les prochaines COP soient toujours plus décevantes. Elles risquent de devenir un lieu d'affrontement entre puissances du Sud, pays producteur d'énergies fossiles, et certains irréductibles pays du Nord toujours attachés à un accord de plus en plus incertain.

L'Europe doit se préparer au choc

A cet égard, la position de l'UE est particulièrement inquiétante et précaire. Alors que les pays attachés aux énergies fossiles, tels que la Russie, l'Inde ou l'Arabie Saoudite, s'opposent à la sortie des énergies fossiles réclamée par l'UE, que la Chine refuse le mécanisme de taxe carbone aux frontières (le MACF de l'UE) et que les USA se sont retirés des COP, la diplomatie Européenne persiste à s'accrocher à la fiction d'un multilatéralisme climatique et aux promesses de l'accord de Paris.

Source : La Tribune. fr, publié le 24/11/2025

L'Arabie saoudite et les USA entrent dans une nouvelle ère stratégique

Abdulrahman Al-Rashed (*)

L'hypothèse selon laquelle la visite du prince héritier Mohammed bin Salman à Washington la semaine dernière visait principalement à faire face aux changements régionaux est exagérée. Ce qu'il est raisonnable d'affirmer, c'est qu'il s'agit de la visite la plus importante depuis des décennies, car elle a porté les relations entre les deux pays à un niveau supérieur.
Elles ont été renforcées par l'accord de défense stratégique et la vente par les États-Unis d'armes de pointe qui feront de l'Arabie saoudite un allié plus solide qu'auparavant. Washington a également soutenu le projet du prince héritier de transformer le royaume en un centre technologique et économique mondial de pointe, tandis que les deux gouvernements ont signé un accord de coopération nucléaire qui jette les bases d'un partenariat qui s'étendra sur plusieurs décennies.
Qu'en est-il de l'accord de défense stratégique conjoint ? En matière de dissuasion, il est plus précieux que la construction d'une armée d'un million de soldats. Mais si les pays qui ont conclu des traités de défense avec les États-Unis n'ont que rarement besoin de les activer, quelle est leur valeur réelle ? L'accord qui a été signé n'est pas principalement destiné à être utilisé en réponse à une attaque. Plus important encore, il vise à empêcher l'idée même d'une attaque.
La dernière attaque de la Corée du Nord contre son voisin, la Corée du Sud, remonte à 1953 et, depuis, les habitants de Séoul vivent en paix, même si 700 000 soldats nord-coréens sont massés derrière la zone démilitarisée, à 40 km de leur ville. Malgré les menaces de Pyongyang, ses forces n'ont pas osé franchir la frontière depuis 80 ans.
Depuis près de neuf décennies, l'Arabie saoudite entretient des relations étroites avec les États-Unis. Elles ont été mises à l'épreuve une fois, lorsque Saddam Hussein a envahi le Koweït. Les relations privilégiées de Riyad avec Washington ont permis de mettre fin à l'occupation et de préserver la sécurité du Golfe.
Dans un autre cas, l'Iran a frappé la région d'Abqaiq à quatre heures du matin, interrompant pendant plusieurs jours la production de pétrole dans l'une des installations les plus vitales de l'Arabie saoudite. Plus tard, l'Iran est devenu la cible des pressions américaines. Cette attaque a renforcé l'idée de structurer la relation sur le plan militaire et a poussé la Chine à parrainer l'accord de réconciliation entre Riyad et Téhéran, qui s'est avéré important pour les deux parties au cours des récentes turbulences dans la région.
L'accord de défense n'est pas le fruit d'une crise et le prince héritier ne s'est pas rendu à Washington pendant une guerre ou face à des menaces contre son pays qui l'auraient contraint à faire des concessions.
L'accord a été conclu alors qu'il avait déjà établi une relation solide avec la Chine et qu'il avait mis fin au différend avec Téhéran sous le parrainage de Pékin. Cela signifie que l'accord a des objectifs à long terme et qu'il est ancré dans le renforcement de la dissuasion. L'Arabie saoudite est un vaste pays dont les frontières terrestres et maritimes s'étendent sur environ 7 000 km, ce qui fait de la stratégie de dissuasion la meilleure option pour décourager les projets hostiles, car les conséquences seraient dévastatrices pour tout agresseur.
L'accord soulève une série de questions. Est-il destiné à Téhéran ? L'Iran cherche aujourd'hui à entretenir de bonnes relations avec Riyad et, après sa confrontation avec Israël, a encore plus besoin d'être proche de l'Arabie saoudite. Vise-t-elle la Chine ? Impossible à imaginer, la Chine étant le premier partenaire économique de l'Arabie saoudite. Servira-t-il Israël ? Presque toutes les voix qui s'opposent à l'accord et aux contrats d'armement proviennent d'Israël.
Il s'agit du développement le plus important depuis la rencontre de 1945 entre le roi Abdulaziz et le président Roosevelt.
L'accord est devenu encore plus important avec les contrats portant sur les avions de chasse F-35 et les chars d'assaut. Il s'agit du développement le plus important depuis la rencontre de 1945 entre le roi Abdulaziz et le président Franklin Roosevelt, qui a déclaré que l'Arabie saoudite était stratégiquement importante pour les États-Unis. La relation peut être perçue des deux côtés. Pour les Américains, l'Arabie saoudite est stratégiquement importante. Pour les Saoudiens, les États-Unis sont une superpuissance économique, scientifique et militaire, ce qui en fait un partenaire nécessaire.
La question récurrente demeure : Ces engagements sont-ils liés au président Donald Trump ? En partie, oui. Il est le président et aucun accord ne peut être conclu sans lui. Dans le même temps, la relation est forte avec d'autres acteurs politiques également. L'establishment politique américain en général est convaincu de l'importance des liens avec Riyad.
Nous avons également vu comment le prince héritier a géré son échange avec Trump dans le bureau ovale, devant les journalistes. M. Trump a demandé au prince héritier qui, selon lui, était le meilleur président pour l'Arabie saoudite, à part lui-même.
Le prince héritier a répondu : "Roosevelt... un démocrate".
Trump : "Roosevelt ?!"
Le prince héritier : "Oui, Roosevelt et (Ronald) Reagan ... et nous travaillons avec n'importe quel président américain." Trump, en plaisantant : "Mais Trump est le meilleur, n'est-ce pas ?"
Naturellement, en présence de Trump, il est inconfortable de faire l'éloge de quelqu'un d'autre, en particulier des démocrates. Malgré cela, le message a été clairement transmis. Et à l'avenir, nous verrons probablement un soutien à l'Arabie saoudite de la part des partis républicain et démocrate, car la relation stratégique avec Riyad ne fait l'objet d'aucune contestation.

(*) Journaliste et un intellectuel saoudien. Il est l'ancien directeur général de la chaîne d'information Al-Arabiya et l'ancien rédacteur en chef d'Asharq Al-Awsat.

MAURITANIE

La Société Chantiers Navals livre 15 navires à leurs propriétaires

La Société Chantiers Navals a organisé mardi à Nouadhibou une cérémonie pour livrer à leurs propriétaires les 15 derniers navires dont la livraison avait pris du retard.
Les navires livrés mesurent 14,8 mètres de long et 3 mètres de large et sont destinés à la pêche au poulpe. Pour diverses raisons, la livraison de ces navires a été retardée de six ans par rapport à la date prévue.
Dans son discours, le directeur du cabinet du wali de Nouadhibou, M. Mohamedou Moulaye Beidy, a salué les efforts considérables déployés par la Mauritanienne pour l'industrie navale afin de respecter ses engagements, appelant à davantage de générosité au service du pays et des citoyens actifs dans le domaine de la pêche.Pour sa part, le directeur général de la société, M. Ahmed Bezeid El Hassen, a souhaité la bienvenue aux invités dans cet important complexe industriel national qui incarne la capacité des fils du pays à innover et à créer, soutient l'industrie maritime nationale et contribue à son développement et au renforcement de sa présence aux niveaux national et continental.
Il a ajouté que les efforts déployés par le gouvernement sous la direction de SEM le Premier ministre, M. Mokhtar Ould Diay, témoignent d'une volonté sincère et sérieuse de traiter les problèmes accumulés par le passé, de respecter les engagements pris, d'être proche des citoyens et de mettre en place un modèle de gestion moderne fondé sur le professionnalisme, la transparence et la responsabilité.
Il a souligné que cet événement témoigne de la volonté des employés de la Société mauritanienne de construction navale de respecter leurs engagements envers tous leurs clients, puisque « nous assistons aujourd'hui à la livraison de tous les navires en retard depuis 2019, soit 15 navires au total. La société a ainsi honoré tous ses engagements en retard, une réussite obtenue grâce aux efforts, au dévouement et à la loyauté de son personnel ».La cérémonie de livraison s'est déroulée en présence du hakem de la moghataa de Nouadhibou, M. Sid Ahmed Ould Houeibib, de maire de sa municipalité de Nouadhibou, du député El Qasem Ould Beillali, et des représentants des institutions qui ont contribué au capital de la société, du port autonome de Nouadhibou, du port de la Baie du Repos, des garde-côtes mauritaniens et la direction régionale de la pêche, les cadres et les ouvriers de la Société mauritanienne de construction navale et les présidents des fédérations de pêche.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

L'Egypte mise sur El Nasr Automotive pour bâtir une chaîne de valeur locale compétitive

L'Égypte veut augmenter sensiblement la part de contenu local dans son industrie automobile. Entre modernisation technologique, montée en gamme et ambitions d'exportation, le constructeur public Nasr Automotive entend jouer un rôle structurant dans la concrétisation de cette ambition.

Un an après sa renaissance, El Nasr Automotive se positionne comme l'un des piliers de la stratégie industrielle égyptienne. Relancée en novembre 2024 après plus de 15 ans d'inactivité, la marque nationale retrouve progressivement sa place dans un secteur automobile où Le Caire cherche à renforcer sa souveraineté, réduire sa dépendance aux importations et bâtir une véritable chaîne de valeur locale.

Un retour marqué par un important taux de contenu local

Face à une balance commerciale nationale déficitaire, El Nasr Automotive mise sur l'intégration massive de contenu local élevée pour contribuer à la substitution des importations. Les nouveaux modèles dévoilés, le bus touristique Nasr Sky et le minibus Nasr Star, affichent respectivement 63,5 % et plus de 70 % de composants produits en Egypte. Un niveau remarquable qui traduit l'élargissement du tissu industriel, à des segments comme la métallurgie, la plasturgie, les pièces détachées ou encore les équipements électriques.
Pour Le Caire, cet effort s'inscrit dans une stratégie plus large visant à renforcer la production nationale, améliorer la résilience de l'économie et favoriser l'émergence d'un outil industriel capable de rivaliser avec les grands hubs mondiaux.

Une modernisation technologique pour relancer une filière importante

Selon le gouvernement, la relance de El Nasr Automotive a été rendue possible par une modernisation profonde opérée au sein des lignes de production. L'usine de voitures particulières a été complètement restructurée et rééquipée pour intégrer des technologies modernes de fabrication internationale. Ces investissements permettent à l'entreprise de tester de nouveaux prototypes, tant pour ses propres modèles que pour des constructeurs étrangers, ouvrant la voie à d'éventuels partenariats de sous-traitance. Ils entrent dans le cadre d'un dispositif plus vaste. Depuis plusieurs années, le pays des pharaons multiplie les incitations fiscales, réglementaires et logistiques pour attirer les constructeurs automobiles internationaux. Ce cadre a permis de renforcer la présence d'acteurs majeurs tels que General Motors, Toyota, Stellantis, ainsi que de plusieurs marques japonaises qui voient une base industrielle stratégique pour leurs exportations. L'Afrique du Nord, la Corne de l'Afrique et le Moyen-Orient sont notamment présentés comme des débouchés importants, notamment pour les bus et les minibus, particulièrement demandés dans les économies en croissance.
Si les avancées récentes traduisent une marche progressive de l'Égypte vers la mise en œuvre de sa vision, la route vers la souveraineté dans l'industrie automobile est encore longue. Actuellement, même l'Afrique du Sud et le Maroc, connus comme des piliers de cette industrie sur le continent, ne sont pas encore affranchis des importations. Ces pays enregistrent encore chaque année des flux importants en prove-

TUNISIE

Un partenariat stratégique confirmé avec Afreximbank

Le président de la République, Kaïs Saïed, a reçu le 25 novembre au palais de Carthage George Elombi, nouveau président d'Afreximbank (Banque africaine d'import-export) et président de son Conseil d'administration, en visite de travail en Tunisie les 25 et 26 novembre 2025.
Cette rencontre marque une étape importante dans la consolidation des relations financières entre Tunis et l'une des institutions bancaires majeures du continent africain. Le chef de l'État a mis en avant le niveau élevé de la coopération stratégique entre la Tunisie et Afreximbank, soulignant le rôle essentiel joué par la banque dans le financement de projets économiques vitaux et dans le soutien à la stabilité budgétaire du pays grâce à des ressources financières accordées selon des conditions qualifiées de "favorables et accessibles". Kaïs Saïed a rappelé qu'Afreximbank constitue pour la Tunisie un partenaire central, aussi bien pour le secteur public que pour le secteur privé, notamment dans un contexte marqué par des défis économiques et financiers pressants. La banque a déjà contribué à plusieurs projets majeurs, en plus de participer à l'appui financier du budget de l'État. À l'échelle du continent, Afreximbank joue un rôle moteur dans la promotion du commerce interafricain, considéré comme un levier stratégique pour renforcer l'intégration économique de l'Afrique et réduire la dépendance des pays africains vis-à-vis des marchés extérieurs.

Un bureau régional bientôt ouvert en Tunisie

Lors de cet entretien, le président de la République a salué la volonté d'Afreximbank d'ouvrir un bureau régional en Tunisie, une décision qui devrait créer une nouvelle dynamique financière et faciliter l'accès des entreprises tunisiennes à des mécanismes de financement plus importants.
Selon Kaïs Saïed, cette implantation permettra de soutenir des projets d'infrastructures d'envergure, ainsi que des programmes de développement dans des secteurs jugés prioritaires pour la relance économique. Elle contribuera également à renforcer le rôle de la Tunisie en tant que plateforme de coopération économique africaine. L'entretien s'est déroulé en présence de Zouheir Nouri, gouverneur de la Banque centrale de Tunisie, soulignant l'importance stratégique de ce partenariat pour l'ensemble du système financier national.

ARABIE SAOUDITE

Le Forum d'affaires franco-saoudien lance la quatrième cohorte «Booster Grow Global» à Riyad

Le Forum d'affaires franco-saoudien s'est tenu du 23 au 25 novembre, marquant le lancement de la quatrième cohorte du programme Booster Grow Global, un parcours d'accélération de neuf mois conçu pour aider les entreprises françaises en phase de croissance à localiser leurs solutions et à bâtir des partenariats durables dans l'ensemble du Royaume. Organisé par Business France en collaboration avec l'Ambassade de France à Riyad, les Conseillers du commerce extérieur de la France (CCEF), le Conseil d'affaires saoudo-français et Bpifrance, le forum a réuni des responsables gouvernementaux de haut niveau, des diplomates et plus de 100 représentants d'entreprises françaises et saoudiennes.
Patrick Maisonnave, ambassadeur de France au Royaume, et le Dr Majid ben Abdallah Al-Qasabi, ministre saoudien du Commerce, ont présidé la cérémonie d'ouverture, soulignant la solidité et la profondeur stratégique de la relation bilatérale. Dans son allocution, Al-Qasabi a mis en avant le « mélange unique » d'atouts qui, selon lui, fait de la France l'un des partenaires les plus précieux de l'Arabie saoudite.
« La France possède une recette magnétique : une base industrielle diversifiée, une culture riche, un patrimoine emblématique, une excellence touristique mondiale et une gastronomie reconnue », a-t-il déclaré. « En même temps, l'Arabie saoudite ne connaît pas un simple changement, mais une transformation totale, menée par la vision et l'action de Son Altesse Royale le Prince Héritier. »
Al-Qasabi a souligné la force démographique du Royaume, notant que 84 % de la population a moins de 45 ans, créant un bassin de talents dynamique et technophile prêt à porter la prochaine phase de croissance économique.
Il a également mis en avant les ressources naturelles du Royaume, sa position géographique stratégique et son agenda de développement rapide dans des secteurs tels que la logistique, l'exploitation minière, la cybersécurité, la santé et l'éducation.
« Aucun pays au monde ne dispose d'une combinaison d'opportunités aussi unique qui se produisent en même temps », a-t-il affirmé. « Nous avons besoin de votre expertise. Nous pouvons doubler notre commerce bilatéral, qui a augmenté de 77 %, passant de 6,2 à 11 milliards de dollars. »
Le forum, événement phare du partenariat économique croissant entre les deux pays, a présenté les 22 PME et scale-ups françaises sélectionnées pour la cohorte 2025 de Booster Grow Global. Ces entreprises, choisies lors de VivaTech 2025 à Paris après avoir présenté leur projet à un jury saoudien composé de grandes institutions et d'acteurs industriels, représentent des secteurs alignés sur les priorités nationales de France 2030 et de la Vision 2030 saoudienne.

SELON MCKINSEY

La demande africaine en data centers devrait au moins tripler d'ici 2030

Si elle dispose actuellement de moins de 1 % des capacités mondiales de data centers, l'Afrique représente un important gisement d'opportunités. Pour en profiter, les acteurs du secteur doivent relever plusieurs défis liés à l'approvisionnement en énergie et à la disponibilité des infrastructures de connectivité.

La demande en data centers en Afrique devrait augmenter de 3,5 à 5,5 fois par rapport à son niveau actuel d'ici 2030, notamment grâce à l'accélération des programmes de numérisation des secteurs public et privé, et à l'adoption croissante de technologies gourmandes en données telles que l'intelligence artificielle et le cloud computing. C'est ce qu'indique un rapport publié le lundi 24 novembre par le cabinet de conseil en stratégie McKinsey & Company. Intitulé « Building data centers for Africa's unique market dynamics », le rapport précise que les capacités des centres de données sur le continent devraient ainsi passer d'environ 0,4 gigawatt actuellement à 1,5 à 2,2 gigawatts à la fin de la décennie en cours. Cette croissance devrait nécessiter entre 10 et 20 milliards USD de nouveaux investissements, et générer un chiffre d'affaires estimé à entre 20 et 30 milliards USD sur l'ensemble de la chaîne de valeur d'ici 2030. Cela d'autant plus que l'Afrique partira d'une base très modeste.

Les capacités des data centers déjà actifs sur ses cinq principaux marchés en la matière (Égypte, Kenya, Maroc, Nigeria et Afrique du Sud) restent largement inférieures à celles de la seule France, qui disposait de plusieurs centres de données cumulant environ 800 mégawatts (0,8 GW) de capacités en 2024. Cet écart met en évidence à la fois l'ampleur du défi et l'importance du potentiel inexploité. Un des principaux facteurs qui façonneront la courbe de la demande est l'intégration croissante de l'IA dans plusieurs secteurs. Alors qu'environ 40 % des entreprises africaines déclarent déjà expérimenter cette technologie, un déploiement plus large pourrait générer entre 60 et 100 milliards USD de valeur, en particulier dans les domaines de la vente au détail, des télécommunications, des biens de consommation, de la banque et des mines.

La demande en data centers sera également tirée par le succès potentiel des programmes de numérisation menés par les gouvernements. De nombreux pays africains déploient des efforts pour transformer les processus manuels et les usages de données en équivalents digitaux, ce qui entraîne un important besoin en capacités locales de stockage de données, de puissance de calcul et de mise en réseau.

A titre d'exemple, l'initiative « Digital Economy for Africa » (DE4A) de la Banque mondiale a lancé depuis 2019 environ 70 projets de numérisation dans 37 pays, ciblant l'identité numérique, les services administratifs en ligne et l'interopérabilité. Des efforts similaires visant à développer des services administratifs numériques, tels que le portail eCitizen qui compte déjà 13,5 millions d'utilisateurs au Kenya, gagnent également du terrain.

KENYA

Le gouvernement vise un million d'hectares irrigués d'ici 2032

Au Kenya, comme dans la majorité des pays d'Afrique subsaharienne, l'agriculture est encore majoritairement pluviale. Le faible recours à l'irrigation est identifié comme un frein majeur au développement du secteur.

Le Kenya veut porter à près de 1 million d'hectares les superficies agricoles irriguées entre 2020 et 2032. C'est ce qui ressort du discours sur l'État de la Nation effectué le 20 novembre dernier par le président William Ruto (photo).

En comparaison, la FAO évaluait à seulement 288 000 hectares, la superficie agricole totale équipée pour l'irrigation dans le pays en 2023. Le plan de développement prévu à cet effet inclut la construction de 50 mégabarrages, 200 barrages moyens et de milliers de microbarrages destinés à capter et stocker l'eau dans les régions les plus exposées à la sécheresse.

D'après le ministère de l'Eau et de l'Irrigation, des sites prioritaires prévus pour accueillir les projets ont été identifiés dans les comtés de Mandera, Machakos, Kisumu, Laikipia ou encore dans le Turkana.

« Pour produire suffisamment pour la consommation intérieure et les exportations, l'irrigation moderne et étendue est désormais nécessaire et constitue la seule voie à suivre […]. Avec des barrages, nous pouvons transformer les zones arides et semi-arides en pôles de production agricole, même en l'absence de pluie », a déclaré le président Ruto.

L'enjeu pour le gouvernement, à travers cette démarche, est de mieux valoriser le potentiel du secteur agricole. En effet, selon les données officielles, près de 85 % des terres du Kenya ne reçoivent pas suffisamment de pluie, ce qui freine la capacité de l'appareil productif à gagner en productivité et à satisfaire une part plus conséquente des besoins sur le marché intérieur.

CÔTE D'IVOIRE

Hausse de 24 % du budget du ministère des Ressources animales en 2026

En Côte d'Ivoire, le secteur des ressources animales et halieutiques contribue à hauteur de 5 % au PIB agricole et joue un rôle stratégique dans la sécurité alimentaire. Pour le compte de l'exercice fiscal 2026, le gouvernement renforce son appui financier au secteur. En Côte d'Ivoire, le budget 2026 du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH), d'un montant de 26,7 milliards de francs CFA (46,9 millions $), a été approuvé le 21 novembre dernier par les membres de la Commission des Affaires Économiques et Financières. Cette enveloppe marque une hausse de près de 24 % par rapport à celle qui avait été approuvée durant l'exercice fiscal précédent. Les dépenses consacrées à l'Administration générale, les programmes dédiés au développement et à la gestion des ressources halieutiques concentrent la part principale des dépenses d'investissement avec 42 % du budget 2026, soit environ 19,5 millions $. Le reste de l'enveloppe est réparti entre les investissements dédiés aux programmes de production animale et ceux liés à la santé publique vétérinaire.

« Ce budget, en phase avec les missions du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques, est divisé en quatre programmes et vise à renforcer les acquis existants tout en intensifiant les actions nécessaires pour atteindre les objectifs du Plan National de Développement [PND] 2026-2030 », peut-on lire dans un communiqué publié sur le site du MIRAH. Cette augmentation budgétaire s'inscrit en outre dans un contexte où le MIRAH peine encore à atteindre certains de ses objectifs notamment en ce qui concerne la pêche et l'aquaculture. Dans le cadre de la Politique nationale de développement de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture (PONADEPA) lancée sur la période 2022-2026, ledit ministère cible par exemple une production totale de pêche et d'aquaculture de 280 000 tonnes par an à partir de 2026. Pour l'heure les données officielles font état d'une production locale qui ne s'élevait qu'à près de 92 700 tonnes en 2024, un niveau encore largement inférieur à la demande sur le marché intérieur. D'après la Direction générale des Douanes, Côte d'Ivoire a importé près de 732 400 tonnes de poissons, d'une valeur de 518,5 milliards de francs CFA (910,8 millions $) en 2024 pour combler son déficit de production.

LIBERIA

Le FAD investit 7 millions $ pour achever la centrale hydroélectrique et ses infrastructures

Le Conseil d'administration du Fonds africain de développement, guichet de prêts à taux concessionnel du Groupe de la Banque africaine de développement a accordé, le 24 novembre 2025 à Abidjan, un prêt additionnel de 7,41 millions de dollars américains au Libéria pour l'achèvement de la mise en œuvre du Projet énergies renouvelables pour l'électrification au Libéria. Le financement additionnel sera spécifiquement utilisé pour combler le dépassement de coûts de la construction de la centrale hydroélectrique et des infrastructures connexes, ainsi que les dépassements de coûts de gestion du projet liés aux retards de mise en œuvre. En outre, il soutiendra les activités sous-financées, y compris la mise en œuvre du Plan d'action en matière de genre. Ces utilisations ciblées garantiront la réalisation des produits prévus du projet, en particulier l'achèvement de la construction de la centrale hydroélectrique, son intégration au réseau et la pleine mise en œuvre des mesures de sauvegardes.

Le Projet énergies renouvelables pour l'électrification au Libéria est une initiative conjointe de l'État du Libéria et la Banque africaine de développement. Approuvé le 31 octobre 2019, ce projet a fait l'objet d'accords de financement signés le 29 janvier 2020 et est entré en vigueur en mars 2021.

Le projet vise à construire une centrale hydroélectrique au fil de l'eau (production d'électricité utilisant le courant d'une rivière) d'une capacité de 9,34 mégawatts (56,5 gigawattheures/an) dans la zone des chutes de Gbedin dans le comté de Nimba ; à construire une ligne d'évacuation 33 kilovolts de 8 kilomètres de long et deux postes de transformation ; et à relier la centrale à la ligne de transport transfrontalière. Il inclut également la construction d'une route d'accès permanente de 15 kilomètres et d'une route temporaire de 8 kilomètres pour desservir le site de la centrale hydroélectrique, l'installation de 50 kilomètres de lignes de distribution 33/0,4 kilovolts et le raccordement de 6 650 ménages au réseau électrique dans les comtés de Nimba et de Bong.

Une fois achevé, le projet devrait accroître la production énergétique nationale de 56,5 gigawattheures par an, soit environ 6,9 % de la fourniture totale du Libéria. Il permettra également à près de 60 000 personnes supplémentaires d'avoir accès à l'électricité. Par ailleurs, environ 6 500 personnes seront directement raccordées au réseau électrique national.

MARCHÉS EN ASIE

Les Bourses portées par les espoirs sur la Fed

Les Bourses asiatiques ont été poussées mercredi par les espoirs grandissants d'une baisse des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed) en décembre, tandis qu'à Hong Kong, le titre du géant technologique chinois Alibaba se repliait sur fond d'inquiétude concernant le commerce en ligne.

Les Bourses parient sur un assouplissement de la Fed. A la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei a grimpé en clôture de 1,84% à 49.559,07 points et l'indice élargi Topix de 1,96% à 3.355,50 points. Même enthousiasme à Séoul, où l'indice Kospi a bondi de 2,67%, comme à Taipei (+1,85%) ou Sydney (+0,81%). A Hong Kong, l'indice Hang Seng prenait 0,38% vers 07H00 GMT.
Une pluie d'indicateurs économiques aux Etats-Unis - indice des prix à la production, ventes de détail... - alimentent les attentes d'une baisse prochaine de taux de la banque centrale américaine.
Les investisseurs s'attendent maintenant majoritairement à une baisse d'un quart de point lors de la réunion de la Fed des 9 et 10 décembre, ramenant les taux dans une fourchette comprise entre 3,50% et 3,75%. Ils étaient une minorité la semaine passée.
Un assouplissement monétaire à même de donner un coup de fouet à des marchés boursiers minés par les doutes sur la fièvre autour de l'intelligence artificielle (IA).
"Les marchés intègrent le risque accru d'une politique monétaire plus souple", observe Kyle Rodda, de Capital.com. Mais, avertit-il, "une baisse des taux par la Fed est loin d'être acquise à ce stade, en raison du manque de données économiques substantielles d'ici la prochaine réunion et de la possibilité qu'un +faucon+ de la Fed s'exprime avec véhémence sur l'inflation, ce qui pourrait à nouveau perturber les marchés".
La Bourse de Tokyo était par ailleurs toujours soutenue par la perspective d'un plan de relance colossal annoncé par le gouvernement japonais.
"Les valeurs liées à la demande intérieure affichent des signes de vigueur", alors même que "les valeurs exportatrices sont actuellement en phase d'ajustement", soulignent les analystes de Tokai Tokyo Intelligence.
"Les tendances du marché des grands magasins et de la restauration pour le mois d'octobre confirment une reprise de la demande touristique, même si des inquiétudes subsistent quant à une éventuelle baisse du nombre de visiteurs (chinois) en raison de la détérioration des relations diplomatiques sino-japonaises", complètent-ils.

Le yen tente un sursaut

Vers 07H00 GMT, la monnaie japonaise se renforçait de 0,08% face au billet vert, à 155,68 yens pour un dollar, après être apparue sous pression ces derniers jours après l'annonce par Tokyo d'un colossal plan de relance.
Approuvé vendredi, ce plan de 117 milliards d'euros vise à réduire la dette colossale du pays et à doper la croissance - mais il prévoit également un vif accroissement des dépenses générales, qui pourrait se traduire par davantage d'émissions obligataires.
Cette récente dépréciation du yen accroît selon les analystes la probabilité d'une hausse du taux directeur de la Banque du Japon le mois prochain.
De son côté, le dollar néo-zélandais a bondi de plus de 1% en cours d'échanges après que la banque centrale du pays a abaissé ses taux d'intérêt à un nouveau plancher en trois ans et laissé entendre qu'un nouvel assouplissement monétaire était envisageable.
L'or continue de briller face aux perspectives de la Fed, grimpant de 0,52% à 4.152 dollars l'once.

Alibaba sous pression

Le géant technologique chinois Alibaba a trébuché de près de 3% en début d'échanges à Hong Kong, après avoir publié la veille ses résultats trimestriels. Il lâchait encore 1,20% vers 07H00 GMT.
Si les revenus associés à l'IA s'affichent en très forte hausse, les analystes s'inquiètent en revanche de performances mitigées dans son activité traditionnelle, le commerce en ligne, sur fond de féroce guerre de prix avec ses rivaux chinois, à coups de subventions aux consommateurs qui pénalisent sa trésorerie. Le marché pétrolier s'affiche en petite hausse, surveillant les négociations autour de l'Ukraine.
Vers 07H00 GMT, le baril de WTI nord-américain gagnait 0,29% à 58,11 dollars et celui de Brent de la mer du Nord 0,26% à 62,64 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN
Cours du : 24 Novembre 2025
Valeur : 26 Novembre 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	130.6205	130.6355
1	EUR	EURO	150.3964	150.4398
1	GBP	POUND STERLING	170.9916	171.0560
100	JPY	JAPANESE YEN	83.3092	83.3241
1	CNY	CHINESE YUAN	18.3797	18.3838
1	CHF	SWISS FRANC	161.3595	161.4578
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	92.5861	92.6164
1	DKK	DANISH KRONE	20.1379	20.1455
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.6744	13.6797
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.7351	12.7391
1	AED	UAE DIRHAM	35.5604	35.5693
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.8256	34.8315
1	KWD	KUWAITI DINAR	424.9203	425.1074
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.8874	44.3285
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.0729	14.0745
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.8046	23.9264
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2828	3.2931
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.8669	176.8669

AVEC LES ANTICIPATIONS DE BAISSE DE TAUX AUX ÉTATS-UNIS

L'Europe dans le vert

Les principales Bourses européennes sont dans le vert mercredi en matinée, les marchés actions étant toujours portés par les anticipations d'une baisse imminente des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed).
À Paris, le CAC 40 prend 0,66% à 8.079,98 points vers 08h20 GMT. À Londres, le FTSE 100 avance de 0,21% et à Francfort, le Dax gagne 0,46%.
L'indice EuroStoxx 50 progresse de 0,84% et le FTSEurofirst 300 de 0,39%. Le Stoxx 600 gagne 0,55%, soutenu principalement par le rebond du compartiment de l'énergie. La plupart des grands secteurs sont bien orientés comme l'industrie (+0,74%) et les nouvelles technologies (+1,04%).
Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une hausse de 0,28% pour le Dow Jones, de 0,40% pour le Standard & Poor's 500 et de 0,55% pour le Nasdaq au lendemain d'une séance dans le vert.
La faiblesse des indicateurs américains publiés mardi - ventes au détail et prix à la production - ont renforcé la perspective d'une réduction des taux de la Fed pour sa réunion des 9 et 10 décembre, avec une probabilité désormais de 75% en faveur d'une baisse des coûts d'emprunt.
L'agence Bloomberg, citant des sources proches du dossier, a en outre rapporté mardi, que le conseiller économique de la Maison blanche, Kevin Hassett, est devenu le favori du président Donald Trump pour succéder à Jerome Powell à la tête la Fed, ce qui pourrait donner lieu à une politique monétaire encore plus accommodante.
D'autres données économiques sont attendues ce mercredi avant la publication dans la soirée du Livre beige de la Fed, qui sert de base de travail à son comité de politique monétaire.
En Europe, les regards sont tournés sur la présentation du budget 2026 en Grande-Bretagne et les derniers développements sur le plan de paix américain pour l'Ukraine.
Le président Donald Trump est revenu mardi sur la date butoir fixé à l'Ukraine pour qu'elle accepte d'ici jeudi les propositions américaines, tandis que le président Vladimir Poutine a dit vouloir consolider l'identité russe dans les régions annexées et que l'Ukraine a fait savoir qu'elle soutenait le cadre de l'accord de paix.
Les anticipations de baisse de taux font pression sur les rendements obligataires en Europe et le dollar qui sont en repli, tandis que les cours pétroliers se stabilisent après une chute la veille liée à un possible accord de paix en Ukraine.

CAC 40

En légère hausse, l'Ukraine et la Fed au centre de l'attention

La Bourse de Paris gagne 0,2% ce matin, autour des 8040 points, bien aidée par L'Oréal (+1,8%), Société Générale (+1%) ou encore EssilorLuxottica (+0,9%).
Les marchés surveillent de près les avancées autour d'un potentiel processus de paix en Ukraine ainsi que la perspective, de plus en plus nette, d'une baisse de taux de la Fed aux Etats-Unis le mois prochain.
En effet, les dernières statistiques US sont venues renforcer l'hypothèse d'une nouvelle réduction des taux de la Réserve fédérale le 10 décembre, une hypothèse désormais jugée crédible par près de 83% des traders, indique l'outil FedWatch du CME.
Élément rassurant, le S&P 500 a refranchi à la hausse sa moyenne mobile à 50 jours des 6750 points, qui avait été enfoncée il y a une semaine, en reprenant plus de 0,9% à 6766 points.
Avec le retour de l'appétit pour le risque, le stress retombe et l'indice de volatilité 'VIX' - souvent dénommé baromètre de la peur - repasse sous le seuil des 20 points, ce qui détend largement l'atmosphère.
'Une fois de plus cette année, les vendeurs se retrouvent du mauvais côté des marchés', souligne Michael Brown, stratégiste chez Pepperstone.
'L'économie américaine reste solide, la croissance des bénéfices est robuste, le climat commercial s'apaise et la politique monétaire demeure accommodante : un ensemble de facteurs qui pousse clairement les actifs risqués à la hausse', poursuit l'analyste.
'En ajoutant à cela une saisonnalité très favorable, les flux portés par la peur de rater le train de la hausse (FOMO) en cette fin d'année et la reprise des rachats d'actions, on obtient un environnement qu'il serait difficile - voire imprudent - de contrer pour le moment', conclut-il.
Si les investisseurs surveilleront les chiffres des commandes de biens durables aux Etats-Unis à 14h30, il est probable que les volumes d'échanges se révèlent peu étoffés et les initiatives limitées à la veille de Thanksgiving, journée fériée durant laquelle Wall Street sera fermée.
Sur le compartiment obligataire, le rendement de l'OAT à 10 ans évolue à 3,41% pour un Bund de même échéance à 2,68%.
Le Brent recule de 0,2%, à 62,5 USD avant la publication des stocks de pétrole aux USA, attendue à 16h30. Sur le Forex, l'euro reste stable face au billet vert, autour des 1,15 USD.

"LES PERSPECTIVES SONT RÉSOLUMENT NÉGATIVES"

La confiance des ménages américains s'écroule et ils revoient leurs dépenses à la baisse

L'indice mesurant la confiance des consommateurs américains a dégringolé de 6,8 points en un mois, nettement plus que prévu par les économistes, alors que les États-Unis ont connu une paralysie budgétaire historiquement longue.

La confiance des consommateurs américains a fortement reculé au mois de novembre, ces derniers exprimant une inquiétude de plus en plus vive pour l'avenir dans un contexte de ralentissement du marché du travail, selon un baromètre publié mardi 5 novembre.
L'indice mesurant la confiance des consommateurs, publié par l'association professionnelle Conference Board, a reculé de 6,8 points, pour atteindre 88,7 points, une baisse nettement plus marquée que ne l'anticipaient les analystes. Les économistes interrogés par Dow Jones s'attendaient à un indice de 93,2.
"Les consommateurs se sont montrés nettement plus pessimistes quant à la conjoncture économique dans six mois. Les perspectives concernant le marché du travail à mi-2026 sont restées résolument négatives, et les anticipations de hausse des revenus des ménages ont fortement diminué, après six mois de données très positives", a déclaré Dana Peterson, économiste en chef du conseil, à CNBC.
C'est le deuxième mois le plus bas depuis avril, quand l'annonce des droits de douane par le président Donald Trump avait fait chuter l'indice à 86 points. Les Américains sont plus inquiets pour la situation à venir, le sous-indice dédié reculant lui de 8,6 points pour tomber à 63,2 points, passant par ailleurs dix mois consécutifs sous la barre des 80 points, considéré comme un signe potentiel de récession à venir.
Les États-Unis sortent tout juste d'une très longue période de paralysie budgétaire. Pendant plus 40 jours, plus d'un million de fonctionnaires n'ont pas été payés, le versement de certaines aides a été fortement perturbé, comme le trafic aérien et les prévisions économiques. Les derniers chiffres de l'emploi et de la croissance ne seront jamais publiés, ce qui alimente une forme de brouillard autour de la situation économique réelle du pays.
Les Américains semblent particulièrement inquiet de la hausse des prix. En septembre, avant le shutdown, les prix commençaient à grimper sérieusement, l'inflation se situait à 3%, contre 2,3% en avril. Les consommateurs américains s'attendent à voir ce taux bondir, ils anticipent désormais une inflation médiane à 4,8% sur un an selon le baromètre de Conference Board.
Dans ces conditions, les consommateurs commencent à revoir leurs dépenses. Ceux anticipant de grosses dépenses à venir étant moins nombreux, alors que les dépenses prévues dans les services devraient baisser, à l'exception des visites culturelles et de l'éducation et la garde d'enfants, qu'ils pensent maintenir à leur niveau actuel.

ROYAUME-UNI

Un budget périlleux, sous la pression des marchés et de l'opinion

Les Britanniques n'échapperont pas aux hausses d'impôts, mais certaines aides sociales devraient augmenter: le gouvernement travailliste du Royaume-Uni présente mercredi un budget à haut risque, avec le souci de rassurer les marchés tout en ménageant les électeurs.
Au plus bas dans les sondages et devancé par le parti europhobe d'extrême droite de Nigel Farage, Reform UK, l'exécutif du Premier ministre Keir Starmer joue gros avec cette échéance attendue de longue date, qui donne lieu depuis des semaines à d'intenses spéculations.
C'est à sa ministre des Finances Rachel Reeves que reviendra la tâche de défendre les arbitrages gouvernementaux à 12H30 GMT devant les députés, dans un discours où elle présentera ses nouvelles taxes, de probables coupes dans les dépenses, mais aussi des mesures "pour aider les familles face au coût de la vie", selon un communiqué mardi.
Certaines d'entre elles, plus symboliques que déterminantes, ont été égrenées ces derniers jours, comme le gel des tarifs ferroviaires ou celui des frais de prescription (généralement de 9,90 livres payées au service public de santé pour un médicament). Une hausse supérieure à l'inflation des pensions de retraite et du salaire minimum a déjà été annoncée. La suppression d'un plafond sur les allocations familiales est également attendue.
Autant de marqueurs sociaux indispensables à un budget travailliste, surtout dans un pays à l'inflation persistante (+3,6% en octobre), où le gaz et l'électricité coûtent cher.
Mais Mme Reeves est dans le même temps pieds et mains liés par une économie à la peine depuis le retour au pouvoir des travaillistes en juillet 2024: la croissance stagne (+0,1% au troisième trimestre), tandis que le déficit (aux alentours de 5% du PIB l'an passé) et la dette inquiètent les marchés, qui réagissent au quart de tour à chaque annonce budgétaire.

TAÏWAN

Le président propose 40 milliards de dollars supplémentaires pour la défense

Ce plan pluriannuel, plus ambitieux que les précédentes estimations, intervient alors que Taïwan fait face à une pression croissante de Pékin. Il doit permettre de renforcer la capacité de dissuasion de l'île.
Le président taïwanais Lai Ching-te a annoncé que son gouvernement allait proposer 40 milliards de dollars de dépenses de défense supplémentaires sur plusieurs années, alors que l'île tente de se prémunir contre une potentielle invasion chinoise.
«Nous cherchons à renforcer la dissuasion en ajoutant des coûts et des incertitudes plus élevées au processus de décision de Pékin concernant l'usage de la force», déclare Lai dans un éditorial publié par le journal américain Washington Post mardi.
Pékin revendique Taïwan et n'écarte pas l'option armée pour s'en emparer, la soumettant à une forte pression militaire, économique et diplomatique. Lai Ching-te, leader du Parti démocratique progressiste, avait avant mardi évoqué des projets d'augmentation des dépenses de défense à plus de 3% du PIB en 2026, et de 5% à horizon 2030, répondant aux demandes américaines en ce sens.

«L'engagement de Taïwan pour la paix et la stabilité est indéfectible»

Le plan de dépenses dévoilé dans le Washington Post s'étalerait sur plusieurs années, et dépasserait celui précédemment détaillé à l'AFP par un responsable du parti présidentiel, qui prévoyait un budget équivalant à 32 milliards de dollars. «Cette enveloppe majeure ne va pas seulement financer de manière significative de nouvelles acquisitions d'armes auprès des États-Unis, elle va aussi grandement améliorer les capacités» de Taïwan, ajoute Lai Ching-te dans son texte. Ses déclarations interviennent peu après la validation de la première vente américaine de matériel militaire à Taïwan depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche. Le contrat, approuvé mi-novembre par Washington, porte sur 330 millions de dollars.
Selon Lai, ce projet de budget doit également permettre d'accélérer le développement du «T-Dome», un système de défense antiaérienne multiple, afin de se «rapprocher de la vision d'une Taïwan imprenable, protégée par l'innovation et la technologie». «Mon message ici est clair: l'engagement de Taïwan pour la paix et la stabilité est indéfectible», a encore lancé le dirigeant.

BOLIVIE

Le gouvernement veut réduire drastiquement les dépenses publiques

Alors que la Bolivie traverse sa pire crise économique depuis les années 1980, le gouvernement dirigé par le nouveau président de centre-droit Rodrigo Paz a annoncé ses premières mesures pour stabiliser l'économie bolivienne.
Le nouveau gouvernement bolivien, dirigé par le président de centre droit Rodrigo Paz, a annoncé mardi qu'il allait proposer au Parlement une réduction de 30% des dépenses publiques et la suppression de plusieurs impôts, parmi ses premières mesures pour stabiliser l'économie en crise du pays. Avec son arrivée au pouvoir le 8 novembre, Rodrigo Paz a mis fin à près de vingt ans de gouvernements socialistes, d'abord sous Evo Morales (2006-2019) puis sous Luis Arce (2020-2025).
Le pays traverse sa pire crise économique depuis les années 1980, en raison d'un manque de dollars. Le précédent gouvernement a presque entièrement épuisé ses réserves de devises pour financer une coûteuse politique de subventions aux carburants, qui demeure en vigueur pour le moment.
"Nous allons réduire d'au moins 30% le budget de l'État d'ici 2026. Cela implique un processus exhaustif de révision des dépenses publiques et de réorganisation des institutions de l'État", a déclaré lors d'une conférence de presse José Gabriel Espinoza, ministre de l'Économie, aux côtés de Rodrigo Paz.
Il s'agira d'une "réduction massive", puisqu'elle représente quatre points de PIB, a souligné le ministre.

Subventions aux carburants

Le gouvernement compte demander au Parlement de lui renvoyer le projet de budget déposé par Luis Arce afin de le modifier. "Une grande partie de ces dépenses courantes n'atteint pas la population, ne concernent pas les services essentiels tels que la santé, l'éducation, la sécurité et les infrastructures", a ajouté José Gabriel Espinoza, sans plus de précision sur les coupes à venir, expliquant qu'elles étaient en cours d'évaluation. Pendant la campagne électorale, Rodrigo Paz a promis de réduire de plus de moitié les subventions aux carburants.
Le gouvernement soumettra également à l'examen du Parlement la suppression de quatre impôts : sur les grandes fortunes, sur les transactions financières, sur les jeux d'argent et sur les activités promotionnelles des entreprises. Bien que ces impôts ne représentent qu'environ 1% des recettes nationales, ils ont généré "des contradictions" et des "problèmes dans le monde des affaires". Rodrigo Paz a précisé que l'impôt sur les grandes fortunes avait "provoqué la fuite de deux milliards de dollars".

IL IMPORTE DES SMARTPHONES NORD-CORÉENS

A l'intérieur des téléphones les plus censurés au monde

Incroyable, mais vrai : un vidéaste britannique a réussi l'impensable en se procurant non pas un, mais deux smartphones nord-coréens. Le résultat ? Une plongée fascinante et terrifiante dans un univers numérique parallèle où votre téléphone n'est pas votre ami, mais votre premier surveillant.

Vous pensiez que votre téléphone vous espionnait parce qu'il vous suggère des publicités pour des chaussures après une conversation ? Attendez de voir ce qui se passe au nord du 38e parallèle. Le vidéaste derrière la chaîne MrWhosetheboss, Arun Maini, a mis la main sur le Saint Graal de la tech clandestine : des téléphones tout droit sortis de Pyongyang. Une prouesse rare qui nous offre un billet aller simple pour la dystopie numérique ultime, sans avoir à traverser la frontière la plus militarisée au monde.

Bienvenue dans la matrice de poche

Ne cherchez pas le Play Store ou Instagram ici. Ces appareils, dont le très officiel « Samtaesung 8 », tournent sous une version d'Android si modifiée qu'elle en devient méconnaissable. Imaginez un système où le fond d'écran, la sonnerie et même l'horloge sont verrouillés par l'État. Vous voulez changer l'heure ? Impossible. Vous voulez installer une application ? Il faut se rendre physiquement dans un bureau gouvernemental pour obtenir une validation. C'est un peu comme si votre opérateur devait approuver chacun de vos SMS, mais en pire.

Le plus glaçant reste le clavier. Essayez d'écrire « Corée du Sud », et le téléphone vous corrigera poliment, mais fermement, remplaçant vos mots par « État fantoche » ou des astérisques. Le système entier est conçu pour vous empêcher de penser de travers, littéralement.

Big Brother dans votre poche

Mais là où ça devient vraiment orwellien, c'est dans les coulisses. Ces téléphones ne se contentent pas de vous brider : ils vous fliquent. En permanence. Chaque fois que vous ouvrez une application, le système prend une capture d'écran silencieuse. Ces images s'empilent dans un dossier caché, inaccessible pour vous, mais parfaitement lisible pour les autorités lors d'un contrôle inopiné. C'est le journal intime obligatoire que vous ne pouvez pas effacer.

Ajoutez à cela un système de marquage numérique invisible qui « signe » chaque fichier présent sur l'appareil. Vous avez reçu un film étranger via une clé USB (si vous avez réussi le miracle d'en trouver une compatible) ? Le téléphone sait d'où il vient, qui l'a mis là, et probablement qui vous devriez dénoncer.

C'est là toute l'ironie de la situation. La Corée du Nord importe massivement du matériel chinois à bas coût pour moderniser le pays, mais utilise cette technologie pour renforcer sa poigne de fer. Le smartphone, outil de liberté et d'ouverture par excellence ailleurs, devient là-bas la laisse numérique la plus sophistiquée jamais conçue. Alors, la prochaine fois que vous pestez contre une mise à jour un peu lente, souvenez-vous : au moins, votre téléphone ne vous dénoncera pas à la police secrète si vous regardez une série étrangère.

ILS ÉTAIENT COINCÉS EN ORBITE

la Chine a finalement trouvé comment ramener ses taïkonautes

La Chine ne sera pas restée les bras ballants. Les problèmes rencontrés par les taïkonautes en orbite vont être définitivement réglés avec ce nouveau lancement.

Au début du mois de novembre, la station spatiale chinoise Tiangong rencontrait un problème, avec la navette Shenzhou-20 rendue inutilisable à cause d'un heurt avec un débris spatial. Résultat, alors que deux équipes de trois taïkonautes étaient installées dans la station, l'une devant remplacer l'autre, il a fallu trouver une solution. L'équipe qui devait partir a ainsi emprunté la navette Shenzhou-21, laissant les trois derniers taïkonautes dans une situation extrêmement dangereuse, sans navette à disposition pour quitter Tiangong. Heureusement, Pékin n'a pas voulu les laisser dans cette inquiétude trop longtemps !

Les trois taïkonautes présents encore dans Tiangong vont pouvoir respirer. Cela faisait dix jours qu'ils étaient installés en orbite, sans moyens de retour vers la Terre – ce qui les rendait vulnérables. Mais ils vont à nouveau bénéficier d'un véhicule.

Une fusée Long March-2F, transportant la navette Shenzhou-22, a ainsi été lancée très tôt ce matin à partir du port spatial de Jiuquan. Elle a ensuite réussi son amarrage à la station Tiangong, un peu plus de quatre heures après le décollage.

Une première pour la Chine

Fait inédit, cette navette étant là pour aider une équipe déjà présente en orbite, Shenzhou-22 était inhabitée. C'est la première fois que la Chine effectue dans son histoire ce genre d'opération de sauvetage.

La prochaine équipe destinée à prendre la relève devrait débarquer en avril 2026, à bord de Shenzhou-23. Entretemps, la navette Shenzhou-20 sera détachée de la station Tiangong.

Si Shenzhou-22 était inhabitée, elle portait avec elle des ravitaillements en vivres, en médicaments, des pièces de rechange pour la station ainsi que des équipements de réparation pour Shenzhou-20.

Cette mission montre aussi les progrès effectués par la Chine, qui a réussi, selon l'agence spatiale nationale, à monter cette opération d'urgence en 16 jours, alors qu'une mission Shenzhou se prépare habituellement en 45 jours.

Apple taille dans ses forces de vente : que cache ce grand ménage ?

Apple a confirmé une vague de suppressions de postes dans ses équipes commerciales, une décision rare pour une entreprise qui évite généralement les licenciements. Reste à comprendre ce qui se joue réellement derrière ce mouvement inédit.

Les licenciements dans le monde de la tech sont malheureusement monnaie courante ces derniers mois, avec des milliers de postes supprimés chez les différents géants du secteur. Apple fait figure d'exception et n'a pas annoncé de plan de départs massif, à l'inverse des Microsoft, Google ou encore Amazon. Apple a confirmé une vague de suppressions de postes dans ses équipes commerciales, une décision rare pour être soulignée. Reste à comprendre ce qui se joue réellement derrière ce mouvement inédit.

Apple dégraisse dans ses équipes commerciales

Apple a officiellement reconnu avoir procédé à l'élimination de plusieurs postes au sein de ses forces de vente régionales, une mesure inhabituelle pour une entreprise connue pour éviter les licenciements directs. Les employés concernés occupaient des rôles liés au développement commercial au niveau local, notamment dans les relations avec les entreprises, les écoles et groupes scolaires ou encore les administrations.

Un porte-parole d'Apple a confirmé l'information, insistant sur le fait que la décision avait été « longtemps planifiée » et qu'elle n'était pas liée à la santé commerciale de la marque. « Les personnes touchées ont été informées à l'avance et peuvent postuler pour d'autres postes au sein de l'entreprise », précise Apple. Les salariés touchés par ces licenciements sont invités à postuler aux offres internes à l'entreprise. Si leur candidature n'est pas retenue, ils seront alors invités à faire leurs cartons le 20 janvier.

Ce type de communication publique est inhabituel : l'entreprise refuse généralement de commenter ses mouvements internes, ce qui rend cette déclaration d'autant plus notable.

Même si tout va bien, Apple veut faire des économies

Selon les témoignages de certains employés et recueillis par Bloomberg, l'entreprise chercherait en réalité à transférer une partie des missions commerciales vers des revendeurs tiers. Un changement loin d'être anodin : en déléguant davantage la vente de ses produits, Apple économise sur les salaires et réduit les coûts humains associés au développement commercial local.

Ce mouvement s'inscrit dans une tendance plus large : pour une entreprise de cette taille, chaque poste supprimé dans les équipes terrain représente un allègement financier non négligeable, surtout dans des marchés où les marges se resserrent. Miser davantage sur les distributeurs et partenaires, déjà très bien implantés, permettrait à Apple de maintenir sa présence tout en diminuant ses dépenses internes.

Si Apple n'est clairement pas dans le besoin et s'achemine, selon ses propres analyses, vers un trimestre de Noël record, porté par les ventes de l'iPhone 17, le constructeur souhaite visiblement faire quelques optimisations. Il n'y a pas de petit profit.

APRÈS LES VOITURES ÉLECTRIQUES, C'EST AU TOUR DES CAMIONS

La stagnation de sa consommation de diesel

Après une année 2024 plus timide, les ventes de camions électriques en Chine redécollent pour atteindre des sommets en 2025. Leur part pourrait dépasser à moyen terme les 50 %. La baisse des ventes de camions diesel pourrait peser sur la consommation mondiale de gazole, qui décroit lentement, entre crises économiques dans la construction et l'industrie, et électrification des véhicules routiers.

En Chine, la croissance du marché des poids lourds électriques pourrait accentuer la décroissance du diesel. Le carburant préféré des travaux publics avait déjà connu une baisse de la consommation l'an dernier, relayée dans nos colonnes. Si la Chine était le principal client du gazole pour le secteur du bâtiment et de la construction, le fort retrait des ventes et constructions immobilières ont fait baisser la demande pour le carburant. Il reste évidemment le transport routier, maillon essentiel de la consommation mondial et irremplaçable… sauf que les Chinois semblent vouloir mettre le paquet sur les bornes de recharge ultra rapides et la production de camions électriques. En Europe, aussi, ces tracteurs commencent à se démocratiser, mais le décollage est, sans surprise, bien plus timide qu'en Chine où subventions et marché forcée vers l'électrique font des miracles. Dans l'Empire du Milieu, les clients peuvent obtenir jusqu'à près de 20 000 € de prime pour l'achat d'un camion électrique.

La Chine entraine le diesel dans sa chute

L'IFPEN (anciennement institut du pétrole, maintenant également des énergies nouvelles) dresse tous les trimestres un bilan mondial des ventes de véhicules neufs légers et lourds. Parmi eux, les camions. Et le constat est clair : cette année, c'est la Chine qui tire les ventes de camions électriques vers le haut alors qu'elles chutent lourdement aux Etats-Unis.
« En Amérique, le secteur accuse toutefois une baisse de -17 %, imputable à une demande de transport en déclin, elle-même liée à des perspectives économiques incertaines. En revanche, l'Asie enregistre une forte progression de +25 %, portée par l'essor des poids lourds électriques en Chine. Dans le segment des gros camions, la part de marché des véhicules électriques atteint désormais 28 %, selon chinatruck.org. En Europe, le secteur rebondit avec une croissance de +12 %, traduisant une certaine reprise de confiance

après un deuxième trimestre marqué par une chute de -19 % ».
L'électrification du parc lourd est un gros défi pour la Chine qui est en train de réussi son pari de convertir les véhicules légers à l'électrique et l'hybride rechargeable. Evidemment, pour se donner une meilleure image, la Chine devra aussi tôt ou tard régler le problème de l'usage du charbon dans l'industrie et la production d'électricité...

Les camions électriques bientôt majoritaires ?

Selon l'analyste anglais BMI, la part de marché des camions électriques dans les immatriculations neuves en Chine pourrait atteindre les 60 % dès l'année prochaine. Ceci porté par une politique d'incitation à se détourner du thermique sur le transport routier en Chine. Là-bas, les poids lourds électriques sont toujours près de 20 % plus chers à l'achat qu'un camion fonctionnant au gaz naturel ou GPL. Mais sur la totalité du cycle d'usage, les avantages financiers d'un camion électrique deviennent vite importants : quasi absence d'entretien mécanique, électricité à bas coût.
L'impact sur la consommation de diesel de la Chine se fait déjà ressentir : - 11 % par rapport à 2024, et la chute devrait s'accentuer. Se pose maintenant la question de la disponibilité des métaux pour ces énormes batteries de plusieurs centaines de kWh si la Chine adopte massivement le camion électrique. Une entreprise comme CATL, qui fournit la plupart des grands constructeurs mondiaux, se frotte déjà les mains. Elle aurait même prévu un système d'échange de batteries pour camions dans des stations sur les trois quarts du réseau autoroutier chinois.

FUTURE PEUGEOT 208

Volant carré sans colonne de direction !

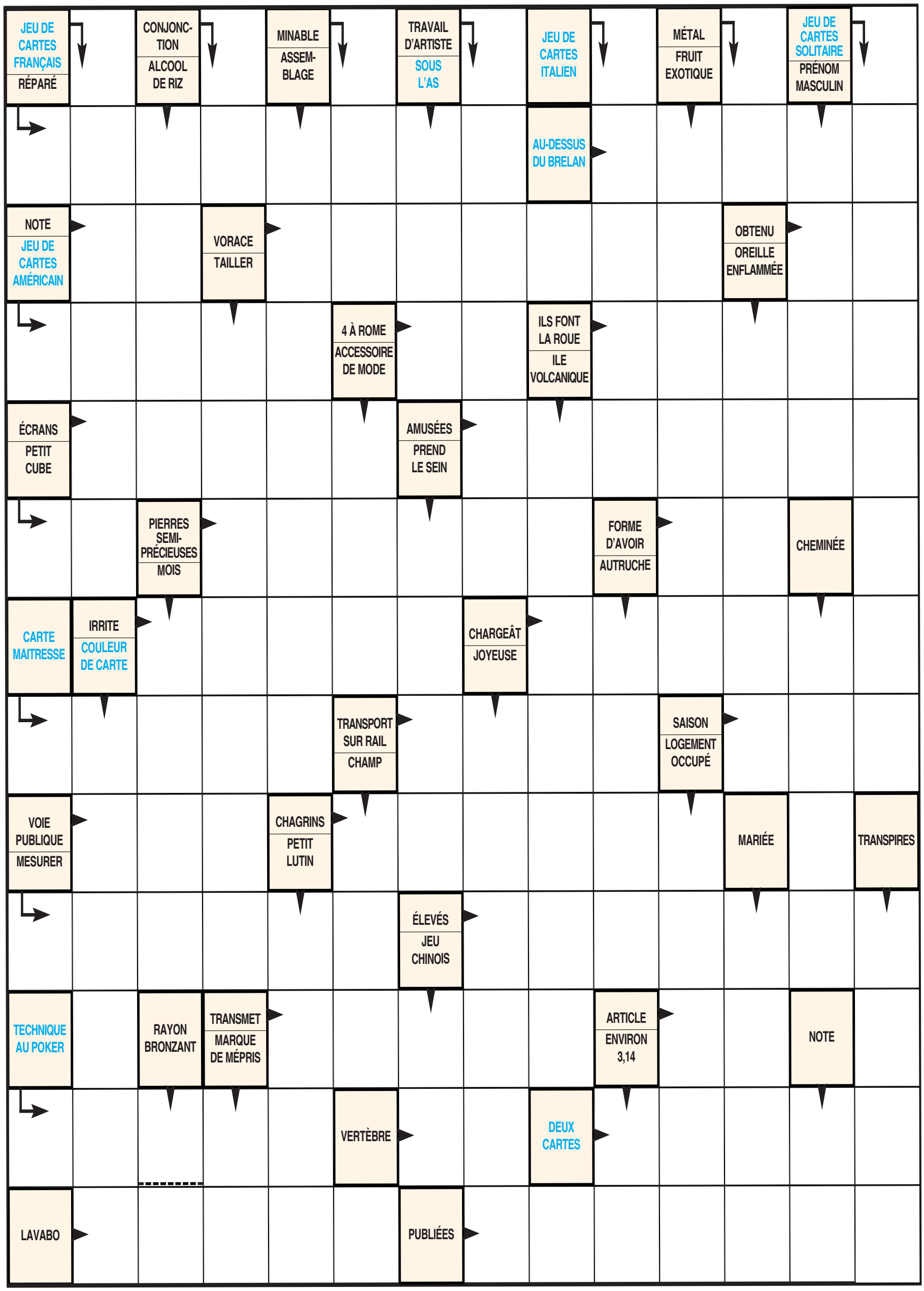
Présenté sur le concept Peugeot Inception de 2023 et même proposé en test au public via des simulateurs sur le stand du lion au Mondial 2024, le volant carré -et surtout sans liaison mécanique avec les roues- sera bien au menu de Peugeot. Mais à l'inverse des propositions similaires chez Lexus avec un RZ 550e doté lui aussi d'un volant façon Formule 1 ou Mercedes, c'est une lionne très grand public qui inaugurera cette direction "by wire" puisqu'on la retrouvera, sur la future Peugeot 208 commercialisée mi-2027. Certes, il subsistera une direction assistée classique au catalogue mais ce volant Hypersquare reste un pari technique et marketing incroyablement osé à ce niveau de marché, puisque la Peugeot 208 se vend à près de 300 000 exemplaires par an. Toutefois, on comprend l'optimisme de Peugeot. Après avoir essayé un premier démonstrateur du Lion sur le circuit de Mortefontaine en mai dernier, L'AM a pu de nouveau se frotter à l'Hypersquare, sur routes ouvertes cette fois, dans l'arrière-pays de Mafra, au Portugal.
Et même si l'expérience était minutée, se retrouver à manœuvrer ce volant d'un nouveau genre dans la circulation, sur un tracé sinueux et, par moments, très pentu, a confirmé les bons ressentis de notre essai initial ! Certes, il faut se donner un instant pour se recaler les méninges avec cette direction qui, depuis le point milieu, parcourt juste 170° vers la droite ou la gauche avant d'arrivée en butée. Soit moins d'un demi-tour et presque quatre fois moins qu'une direction de Peugeot 208 actuelle avec 520°. Mais, rapidement sorti du parking on s'approprie vite la nouveauté. Au point de ne plus penser qu'aux atouts de ce module de direction carré : braquage ultra-direct, consistance variable adaptée à l'allure, retour d'informations en provenance des roues avant, filtration des remontées des défauts de la route… On imagine juste un point milieu encore plus marqué mais la configuration essayée -typée confort- n'a rien de définitive. De plus, Peugeot prévoit un mode Sport et réfléchit à un éventuel mode urbain. Mais en conduite de tous les jours, on voit déjà beaucoup de qualités à cette direction "by wire" qui règle le compromis technique compliqué à trouver entre la manœuvrabilité aux basses vitesses et la stabilité à plus vive allure. Toutefois, impossible lors de ce court roulage de simuler un évitement d'urgence (véhicule qui déboite, enfant qui traverse…) alors qu'il implique de vives corrections "réflexes" au volant. A vérifier dans le futur, donc. De même, nous n'avons pas roulé sur autoroute alors que les courbes présentées par Peugeot lors du brief technique évoquaient un rapport de 13,5 qui exige un point milieu bien marqué pour ne pas avoir à toujours recentrer le cap comme en souffre un Alfa Romeo Stelvio affichant la même démultiplication. Mais Arthur Megy, le chef de projet de cette direction nous a confirmé que "passé les 90 km/h, il n'est pas prévu de rester aussi direct". Cet ingénieur-développement a passé ses sept dernières années chez Stellantis sur le Steer-by-wire, et

l'équipe Hypersquare a déjà cumulé plus de 25 000 km sur des vraies routes sans compter des mois de roulage sur simulateurs. Car, Peugeot est résolu à renouveler son i-cockpit. Après une douzaine de millions de modèles ainsi équipés (208, 2008, 308, 408, 3008, 508…) et déjà vendus depuis son inauguration sur la 208 de 2012, le constructeur français souhaite franchir un pas supplémentaire. Autant pour capitaliser sur cette architecture i-cockpit différente qui est "un élément de satisfaction et de fidélité" selon les experts de la marque au Lion que de pousser l'innovation face à la concurrence.
Sans oublier, les sensations de conduite puisque Peugeot se réaffirme "sérieux sur le plaisir", une plus-value diluée sur les dernières 408 ou 3008, deux nouveautés qui visaient davantage de confort. Et force est de constater que ce volant Hypersquare recentre -sans jeu de mots- le débat sur la conduite en renouvelant également le propos de la maniabilité, et de l'espace à bord.

Un volant de voiture mi-F1 mi-console de jeu

Outre l'aspect fun à mi-chemin entre volant de F1 et console de jeu, cette palette hypersquare confère, à basse vitesse, une manœuvrabilité inédite avec un seul tour de volant de butée à butée contre presque trois sur une direction classique. C'est donc une vraie économie de geste en manœuvre avec toutefois la nécessité d'apprendre à ne pas lâcher cette palette, typiquement en créneau ou marche arrière alors qu'on regarde derrière soi, au risque de voir ses mains chercher une jante qui n'existe plus. Mais ceux que la perspective d'un créneau incommodent pourraient être vite convaincus par cette nouvelle commande. Ainsi, dans son long processus de développement de cette direction "by wire" -les premiers travaux ont commencé en 2017-, Peugeot a évidemment impliqué de multiples profils d'automobilistes et le "taux d'acceptation est très élevé" assure le lion. De plus, il restera aussi sur l'Hypersquare de série à valider l'ergonomie des cercles de commandes aux quatre coins de cette palette, car non fonctionnels sur notre prototype. Or, ils piloteront stop/start, navigation dans l'i-cockpit ou sélection des sources (radio, musique, etc), tandis que deux palettes de chaque côté, derrière le volant, gèrent phares, clignotants gauche/droite, klaxon. Tout un ensemble qui devra être réappris et dont la maîtrise sera surement plus rapide par un public jeune que par des automobilistes aguerris aux commodos à l'ancienne.

Mots fléchés



PÉTROLE

Le baril de Brent à 62,42 dollars

Les cours du pétrole tentaient mercredi de se stabiliser, après leur baisse mardi, le marché attendant de nouvelles avancées diplomatiques sur les principales questions géostratégiques. Vers 10H40 GMT,le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, cédait 0,10% à 62,42 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, prenait 0,02% à 57,96 dollars. Selon les analystes, une progression des négociations concernant les dossiers géostratégiques principaux est un facteur de baisse, car elle réduit le risque qui fait gonfler des cours du pétrole.

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Jeudi 27 novembre 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

Pénurie d'eau et stress hydrique : boire du Gaz serait une solution

La dynamique association « Club Energy » continue son bonhomme de chemin pour aborder des sujets qui ne relèvent pas de son périmètre habituel, l'énergie dans toutes ses dimensions. Après sa conférence de juin dernier sur « le rôle des sciences sociales dans le développement » qui a connu un franc succès et cloué au pilori la communauté universitaire des sciences sociales, voilà qu'elle récidive en ce mois de novembre pour organiser une table ronde sur « Stress Hydrique et gestion de l'Eau en Algérie ». La table rondeété introduite par M. Sahbi, président de l'association, qui a insisté sur le contexte général et les défis que doit surmonter notre pays pour être à l'abri d'une crise grave sur cette denrée rare, coûteuse et indispensable pour la vie humaine.
M. Attar, ancien ministre des ressources en eau, a modéré la table ronde, animée par deux professeurs en hydraulique (M. Mihoubi et M. Chettih). Le premier thème a porté sur les indicateurs du stress hydrique et stratégie pour une gestion durable de l'eau, alors que le second a abordé le sujet des « grands aquifères du Sahara en utilisant les connaissances et les outils du XXI siècle » autant dire que l'un a parlé des besoins et des usages de l'eau et l'autre des ressources fossiles et leurs enjeux . Le sujet est en soi polémique et suscite la curiosité, l'interrogation et l'inquiétude.
Les exposés ont présenté des situations contrastées entre les besoins pour les différents usages (domestique, agriculture, industrie) et les ressources disponibles ou potentielles (eaux de surface, souterraines, de dessalement et nappes). Autant les besoins croissent rapidement par l'effet démographique et du mode de vie, alors que les ressources renouvelables se rétrécissent par les effets climatiques (sécheresse, rabattement des forages, salinité…). L'ajustement se fait par le dessalement d'eau de mer et l'exploitation des nappes aquifères. Cet ajustement n'est pas soutenable à long terme ou du moins il a des limites pour des considérations budgétaires ; pourtant, l'Algérie bénéficie d'un avantage considérable en termes de disponibilités de l'énergie et de son coût. Le coût de dessalement est extrêmement élevé même avec un coût de l'énergie subventionné. Il viendra le jour où ce coût sera lui aussi ajusté pour faire un arbitrage entre consommation domestique du gaz (électricité pour les centrales de dessalement) et exportation (revenus en devises).
La situation algérienne est particulièrement préoccupante. Notre pays fait partie des pays les plus exposés à une la pénurie de l'eau absolue, voire sévère aggravée par des épisodes de stress hydrique devenu récurrent ces dernières années (faible pluviométrie sur l'ensemble du territoire). La région MENA, déjà en situation de stress hydrique sévère, fait face à des défis particulièrement aigus : l'Algérie, l'Égypte et la Tunisie affichent des indicateurs inférieurs à 500 m^3/hab./an, seuil de pénurie sévère.
En 2025, les ressources disponibles proviennent des eaux de surface (11 Mds m3, 59.7%), des eaux fossiles (3.5 Mds m3, 19.1%), des ressources souterraines 2.5 Mds m3, 13.6%) et du dessalement d'eau de mer (1.4 Mds m3, 7.6%). Ces ressources donnent un volume compris entre 284 et 387 m3/hab./an. Les besoins en eau sont de 10.80 Mds m3 répartis entre la consommation domestique (31%), l'agriculture (près de 65%) et l'industrie (4%). L'indice d'exploitation des ressources en eau calculé comme un ratio : prélèvements /ressources renouvelables ; en Algérie, il estimé en 2025 à 85% ; ce qui est excessif et exprime un stress très élevé. Il mesure aussi la menace sur la durabilité de la ressource à long terme.« Selon le rapport UN-Water/FAO de 2024, l'Algérie subit depuis 2021 l'un des stress hydrique les plus sévères au Monde. L'indicateur de développement durable SDG (ODD6.4.2) révèle un taux de prélèvement alarmant de 138% des ressources renouvelables, dépassant largement le seuil critique de 100% établi par l'ONU. (Abstract de la communication de M. Mihoubi). Au final, les ressources en eau renouvelables, décroissantes, ne sont plus suffisantes pour couvrir les besoins croissants de la population et de l'économie. Le recours aux ressources non conventionnelles est devenu un impératif. Cependant l'exploitation de ces dernières posent de sérieux problèmes tant au plan environnemental qu'au plan financier. Le dessalement de l'eau de mer n'est pas une sinécure, au contraire les coûts en équipements, en produits et surtout en énergie sont exorbitants, d'autant plus qu'hormis l'énergie, tout le reste est importé. La soutenabilité budgétaire est aujourd'hui posée ; peut-on continuer à considérer l'eau de dessalement comme une source renouvelable ? Du point de vue « coût financier », elle ne l'est pas, car sa production et sa disponibilité ne sont possibles qu'au prix d'un effort budgétaire colossal, derrière chaque centrale de dessalement, il y a une centrale électrique. Les systèmes aquifères profonds du Sahara offre une alternative pour couvrir les déficits constatés. La connaissance scientifique est nécessaire pour comprendre leur « fonctionnement » et leurs caractéristiques. « Le devenir de ces eaux fossiles constitue aujourd'hui l'un des axes majeurs de la réflexion sur la gestion durable des ressources en eau dans les régions arides. Un enjeu scientifique essentiel réside dans l'étude de ces eaux souterraines profondes, considérées comme de véritables archives paléo-climatiques …. » (Abstract de la communication de M. Chettih.)
Les auteurs terminent leurs interventions par des conclusions-recommandations clairvoyantes et pertinentes. Le premier énonce des recommandations de bon sens :
« ….La réduction des pertes dans les réseaux, le déploiement de l'irrigation goutte à-goutte, la valorisation des eaux usées épurées, la protection des aquifères transfrontaliers et la tarification progressive représentent des leviers d'action concrets et mesurables. Les scénarios prospectifs montrent qu'avec des politiques volontaristes, il est possible de maîtriser la demande et d'éviter une surexploitation catastrophique. Face à ces enjeux, la coopération internationale, particulièrement autour des systèmes aquifères transfrontaliers comme le SASS, devient impérative. »
Le deuxième conférencier appuie sur l'importance du savoir scientifique pour faire face aux défis du futur, il préconise :
« L'intégration d'outils numérique de pointe, notamment des techniques d'optimisation issues de l'IA apparait indispensable pour un calage plus précis du modèle. Elle ouvre la voie à une meilleure compréhension du fonctionnement du Continental Intercalaire et inscrit la recherche hydrogéologique saharienne dans la dynamique technologique du XXIème siècle. »
L'Algérien continuera à consommer du gaz même là où il ne s'attendait pas. Toute ressource naturelle a des limites et c'est pourquoi sa consommation doit être rationnelle et son coût doit être supporté équitablement par tous les usagers si l'on veut qu'elle dure le plus longtemps possible.

BCE

Les déficits américains menacent la stabilité financière en Europe

Les déficits américains élevés pourraient avoir des répercussions financières et économiques importantes en zone euro, au-delà des tensions commerciales, souligne mercredi la Banque centrale européenne (BCE).
Les Etats-Unis enregistrent "des déficits budgétaires durablement élevés" et ont donc besoin d'emprunter beaucoup pour financer leurs dépenses, ce qui alimente des inquiétudes sur leur capacité à rembourser leur dette à long terme, surtout que les taux d'intérêt d'emprunt sont élevés, note l'institution monétaire dans son rapport semestriel sur la stabilité financière.
S'ajoute le déficit américain de la balance courante: en dépit de la levée des droits de douane décidés par Donald Trump, le pays dépense plus à l'étranger qu'il ne gagne, ce qui crée un déséquilibre commercial et renforce la dépendance vis-à-vis des capitaux étrangers.
"Combinées aux inquiétudes du marché concernant l'indépendance des banques centrales, ces évolutions ont affaibli le rôle de valeur refuge des bons du Trésor américain et le dollar américain", note l'institution.
Or, un dollar plus faible peut "amplifier les effets des tarifs américains sur les exportateurs de la zone euro", car les entreprises européennes vendant aux Etats-Unis voient leur compétitivité affectée, explique-t-elle. Les marchés financiers mondiaux, largement influencés par ce qui se passe aux Etats-Unis, pourraient être perturbés et mettre à mal la stabilité financière en Europe, selon la BCE.